

	PAGE
0 AVERTISSEMENT	
I. OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT ET OBJECTIFS IMMEDIATS DU PROJET	1
1.1 Objectifs de Développement	1
1.2 Objectifs immédiats du Projet	2
1.2.1 En matière de suivi-évaluation de planification continue	3
1.2.1.1 Analyse préliminaire du programme OMVS	3
1.2.1.2 Les activités de Suivi-évaluation	3
1.2.1.3 Interprétation des résultats	3
1.2.1.4 Recherche de solutions, diffusion des résultats, et formulation de recommandations	4
1.2.1.5 Centralisation de l'information	4
1.2.2 En matière de support institutionnel	4
1.2.3 Observations particulières	4
II RESULTATS PRODUITS ET PROBLEMES RENCONTRES	5
2.1 Renforcement du HC et création d'une Cellule	5
2.2 Suivi-évaluation et planification continue	6
2.2.1 Analyse préliminaire du programme OMVS	6
2.2.2 Activités de suivi-évaluation	8
2.2.2.1 Evaluation des fonctions du programme en ce concerne notamment le développement hydro-agricole	8
2.2.2.2 Evaluation des résultats agronomiques analyse et suivi des systèmes de production, évaluation des résultats micro-économiques et financiers	10
2.2.2.3 Evaluation des effets micro et macro-économique	12
2.2.2.4 Evaluation des impacts sociaux et écologiques sur le milieu	12
2.2.3 Interprétation des résultats et prévisions	13
2.2.4 Recherche de solutions et formulation de recommandations	14
2.2.5 Centralisation de l'information	15
2.3 Support institutionnel	16
2.4 Difficultés rencontrées	17
III EVALUATION DES OBJECTIFS	17
IV LECONS A TIRER DE L'EXECUTION DU PROJET	20
V RECOMMANDATIONS	26
VI ANNEXE : Liste des publications du Projet par année.	

AVERTISSEMENT

1. Le présent document est un draft préparé comme élément de discussion pour la revue tripartite finale du projet RAF 81/059 "Assistance à la Planification Continue et au Support Institutionnel à l'OMVS.
2. A la lumière des travaux de la tripartite ce document complété et amendé servira de rapport final au projet, lequel sera édité et soumis dans les six mois qui suivent au Représentant Résident du PNUD, pour diffusion, conformément aux instructions du PNUD (Programme and projects manual, Terminal Reporting - Rev. 0 - February 1988).
3. Ce document s'inspire largement des différents rapports techniques du projet et essaie d'en faire une synthèse.
4. Il fait siennes, tout en les complétant, les recommandations de la mission d'évaluation tripartite du projet (qui a eu lieu en octobre 1986 soit à 3 mois de la fin du projet), lesquelles ont été acceptées et jugées pertinentes par les trois parties et ont servi de base à l'élaboration d'un document de projet RAF/87/036 pour la poursuite de l'assistance du PNUD au Haut-Commissariat de l'OMVS.
5. Le présent document doit être examiné en conjonction avec les différents rapports techniques du projet et les rapports de la mission d'évaluation qui en constituent des annexes.

ABREVIATIONS

S.N.D	: Société Nationale de Développement
H.C	: Haut Commissariat
T.D.R	: Termes de Référence
B.F.S	: Bassin du Fleuve Sénégal
A.P.S	: Avant Projet Sommaire - étude de factibilité
A.P.D	: Avant Projet Détaillé - étude d'exécution
C.A.B	: Comité Après-Barrage
O.M.V.S	: Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal
C.M	: Conseil des Ministres
C.C	: Comité Consultatif
B.A.D	: Banque Africaine de Développement
T.E.I	: Tableau d'Echange Industriel

1. OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT ET OBJECTIFS IMMEDIATS

1.1 - Objectifs de développement

1.1.1 - Le projet RAF/81/059 "Assistance à la Planification Continue et Support Institutionnel à l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS)" a été signé le 19 mars 1982. Il a eu pour objectif la création d'une Cellule d'Evaluation Permanente et de Planification Continue au sein du Haut-Commissariat et son renforcement institutionnel.

1.1.2 - Les objectifs de développement, poursuivis par les Etats-membres de l'OMVS (Mali, Mauritanie, Sénégal), visent à moyen et long terme à :

- assurer la sécurité des revenus à un maximum de populations des territoires sahéliens des trois Etats-membres.
- consolider l'écosystème du bassin par un meilleur équilibre entre les ressources disponibles et leur exploitation ;
- réduire la vulnérabilité des économies nationales vis à vis des aléas climatiques et des fluctuations des facteurs externes ;
- accélérer le développement économique par le renforcement de la coopération inter-Etats.

1.1.3 - Il a été défini pour atteindre ces objectifs un programme d'infrastructure régionale comprenant :

- . la construction du barrage hydro-électrique régulateur de Manantali,
- . la construction du barrage anti-sel de Diama,
- . l'aménagement du chenal navigable, la construction de ports et escales portuaires.

1.1.4 - Le programme de l'OMVS a été conçu pour permettre le développement des trois secteurs qui sont : l'agriculture, avec notamment l'aménagement hydro-agricole d'un potentiel de 375.000 ha (dont 240.000 ha au Sénégal, 120.000 ha en Mauritanie et 9.000 ha au Mali) ; la production d'énergie hydro-électriques à hauteur de 800 Gwh ; la navigation permanente sur 900 kms de Kayes à St-Louis.

1.1.5 - Il est alors attendu du bassin la reconstitution d'un pôle de croissance, capable de redynamiser le reste des économies nationales, pour un développement auto-centré dans le cadre d'une intégration économique des trois Etats-membres.

1.2 - Objectifs immédiats du projet

1.2.0.1 - Le projet a été conçu et mis en place à la suite de l'Etude socio-économique du B.F.S (RAF/76/R02 et RAF/79/053), au moment même où, démarraient les travaux de construction des deux barrages.

1.2.0.2 - A l'époque, il était déjà connu que le programme commun de l'organisation, devait générer des mutations rapides des structures sociales de l'éco-système et des systèmes de production à travers notamment en première phase, l'introduction de l'agriculture irriguée intensive, fondée sur des technologies nouvelles que les populations du bassin se devaient impérativement d'acquérir progressivement, étant donné la suppression à terme de la crue artificielle.

1.2.0.3 - Cette situation rendait nécessaire l'observation et le suivi de ces transformations qualitatives et quantitatives, ainsi que la recherche permanente de propositions appropriées de politiques de développement hydro-agricole, pendant la phase de construction des infrastructures régionales.

1.2.0.4 - Les termes de référence initiaux du Projet RAF/81/059 ont été révisés en 1984, suite à la mission d'Evaluation du DTCD (avril 1984) et à la revue tripartite de juin 1984 à Dakar. Les objectifs immédiats alors redéfinis sont :

1.2.1 - En matière de suivi-évaluation et de planification continue.

1.2.1.0.1 - Contribuer au renforcement de la capacité opérationnelle du Haut-Commissariat de l'OMVS, en matière de coordination du programme régional de mise en valeur du B.F.S : A ce titre, participer à la création d'une Cellule d'évaluation permanente et de planification continue (CEPC) susceptible de concevoir, mettre en oeuvre et animer un mécanisme de suivi-évaluation efficace.

1.2.1.0.2 - Pour atteindre les objectifs immédiats du Projet, il a été défini, spécifiquement pour le volet planification continue les termes de référence suivants, indiquant les activités par grand groupe :

1.2.1.1 - Analyse préliminaire du programme de mise en valeur de développement intégré de l'OMVS

1.2.1.1.1 - Description de la situation ex-anté" dans le bassin et du programme de l'OMVS ; analyse de cohérence avec les plans nationaux et politique de développement, identification de l'ensemble des agents concernés par le programme et détermination des niveaux de décisions.

1.2.1.2 - Les activités de suivi-évaluation

1.2.1.2.1 - Cette activité vise :

- a) - l'évaluation des fonctions du programme en ce qui concerne notamment le développement hydro-agricole (études, aménagements, production, approvisionnement crédit...etc)
- b) - l'évaluation des résultats agronomiques, analyse et suivi des systèmes de production ; évaluation de résultats micro-économiques et des résultats financiers.
- c) - l'évaluation des effets macro-économiques (directs et indirects) sur les économies nationales (niveau primaire et secondaire) et des effets du programme sur les balances des paiements et les équilibres budgétaires.
- d) - l'évaluation des impacts sociaux et écologiques sur le milieu rural et le peuplement.

1.2.1.3 - Interprétation des résultats et prévisions

1.2.1.3.1 - Diagnostic global, identification des facteurs influençant

les résultats ; analyse de la dynamique du développement, des disparités spatiales et prévision des tendances.

1.2.1.4 - Recherche de solutions et formulation de recommandations

1.2.1.4.1 - Diffusion des données et analyses effectuées ; animation de la réflexion et de la Concertation avec tous les agents et organismes concernés ; formulation de recommandations concernant les méthodes de développement, l'ajustement institutionnel, les investissements...etc.

1.2.1.5 - Centralisation de l'information

1.2.1.5.1 - Centraliser l'information et l'expérience accumulée ; suivi de la mise en application des recommandations.

1.2.2 - En matière de support institutionnel

1.2.2.1 - Apporter un appui institutionnel au Haut-Commissariat de l'OMVS dans le but de renforcer ses capacités pour l'exécution de son mandat dans les domaines spécifiques suivants :

- i) traduction français-anglais,
- ii) formation de cadres de l'OMVS,
- iii) missions ponctuelles de consultation et d'appui.

1.2.3 - Observations particulières

1.2.3.1 - Il est important de souligner que pour le rôle et la place de la Cellule au sein de l'OMVS, les termes de référence du Projet précisent en outre les deux aspects suivants :

- La Cellule d'évaluation et de planification continue constitue un centre de concertation, de réflexion et d'accumulation de l'expérience commune aux trois pays. Elle ne saurait se substituer ni aux sociétés nationales de développement, ni aux organismes de recherche, ni aux services nationaux de planification. Elle doit cependant assurer le suivi de toutes les études, projets et actions entrepris ou en cours dans le bassin du fleuve Sénégal.

- Les données de base pour l'évaluation des résultats, des effets et de l'impact des méthodes de développement, ainsi que pour l'analyse de cohérence de la planification du développement du bassin, doivent être fournies essentiellement par les structures nationales de développement, de planification et de recherche ; notamment par leurs propres cellules d'évaluation et de programmation.

1.2.3.2 - Malheureusement ces organes nationaux n'ont jamais été opérationnels de façon satisfaisante, à cause notamment du manque de moyens humains et financiers, lié, à la situation économique générale des Etats-membres, mais aussi à une certaine faiblesse du niveau de mobilisation des administrations concernées.

2. RESULTATS PRODUITS ET PROBLEMES RENCONTRES

2.1 - Renforcement de la capacité opérationnelle du Haut-Commissariat et mise en place d'une cellule d'évaluation permanente et de planification continue.

2.1.1 - Le projet a mis effectivement en place au sein du Haut-Commissariat, une Cellule composée d'une équipe d'expert nationaux appuyée dans l'exécution de ses activités par des missions ponctuelles de consultants extérieurs et nationaux.

2.1.2 - La cellule a permis au Haut-Commissariat de disposer d'une information permanente sur la situation du développement du bassin au niveau des 3 Etats, essentiellement dans le domaine hydro-agricole (performance de la culture irriguée et évolution des aménagements) et dans le domaine social (organisation de la production et problèmes fonciers).

2.1.3 - Ces informations ont permis au Haut-commissariat d'organiser et d'animer la concertation sous régionale à travers des séminaires et des tables rondes à l'intention de tous les partenaires du développement.

2.1.4 - La cellule a par ailleurs participé durant toute la durée du Projet, à la préparation des documents de base lors de la tenue des Sessions des Conseils des ministres de l'OMVS et du comité consultatif des bailleurs de fonds (C.C).

2.1.5 - Au plan du renforcement de la capacité opérationnelle du Haut-Commissariat, le Projet a obtenu des résultats satisfaisants, malgré certaines limites et contraintes liées d'une part, au fonctionnement et à l'articulation du Projet au sein de l'OMVS et d'autre part, au suivi insuffisant de la performance des secteurs autre que le développement hydro-agricole dans le bassin.

2.1.6 - La contrainte principale a été l'inexistence au niveau national de structures opérationnelles capables, de façon satisfaisante, de produire les données primaires au suivi-évaluation et à la planification continue, de les analyser pour alimenter ainsi le processus national de prise de décisions économiques, d'un programme cohérent de développement intégré du B.F.S, en vue d'optimiser le programme commun au niveau national et régional

2.1.7 - Il est à noter cependant que la priorité accordée au secteur hydro-agricole était justifiée par la nécessité de suivre de près l'introduction de cette technologie nouvelle dans le bassin, qu'est la culture irriguée, pour cerner rapidement les conditions de son développement d'échelle dans la phrase actuelle du programme de l'OMVS, dans l'intérêt d'une large population paysanne qui, auparavant, ne vivaient que des maigres rendements de la culture de décrue.

2.2 Suivi-évaluation et planification continue

2.2.1 Analyse préliminaire du programme de l'OMVS

2.2.1.1 - Les études "la stratégie de développement intégré du bassin du fleuve Sénégal" et "le programme de l'OMVS, présentation et moyen mis en oeuvre" financées par le PNUD (RAF/76/R02 et RAF/77/001), fournissent les informations attendus de cette ligne d'activités. Elles ont été complétées par l'étude socio-économique (RAF/79/053) et reprises dans l'évaluation globale du programme OMVS de 1980 (A. GIBBS).

2.2.1.2 - En 1986, l'étude de "la gestion des ouvrages communs de l'OMVS"¹⁾ a indiqué plus en détail les incidences financières du programme de l'OMVS sur les Etats-membres.

1) réalisée par : - Sir Alexander GIBBS et partners
- Electricité de France International
- Euroconsult.

2.2.1.3 - Il n'a pas donc paru nécessaire de reprendre ces analyses dans la mesure où aucun élément significatif nouveau ne remettait en cause les conclusions des études citées ci-dessus. Par ailleurs, l'état d'avancement du programme était tel, au cours du projet, que le processus de reconditionnement du milieu écologique et humain s'était enclenché de manière irréversible.

2.2.1.4 - Il a paru plus judicieux de situer en conséquence, cette situation "ex anté" dans les perspectives actuelles : ce que le projet a fait en préparant en appui au commissariat de l'OMVS le colloque sur l'"après barrages" tenu à Dakar en novembre 1984, qui a mis l'accent sur la nécessité de préparer au niveau national et régional les conditions d'une mise en oeuvre rapide et optimale des ressources générées par les ouvrages communs.

2.2.1.5 - Il a été alors considéré plus opérationnel, de participer de manière active dans la mise en place au niveau national d'une capacité de réflexion ("mémoire vive OMVS") devant progressivement développer une procédure de programmation et d'évaluation macro-économique du développement intégré du Bassin, qui s'intègre de façon permanente dans le processus normal des planifications nationales.

2.2.1.6 - De la sorte les Etats pourront eux-mêmes, générer l'information relative à l'impact (économique, financier, social, cultural, écologique et autres) du programme de l'OMVS sur chaque économie nationale, et définir les correctifs nécessaires pour limiter les effets négatifs, tout en fournissant au niveau régional les données nécessaires à la concertation sous-régionale, en vue d'une utilisation optimale des infrastructures régionales.

2.2.1.7 - Les T.D.R de l'étude macro-économique d'un schéma optimal de développement intégré du bassin, élaborés par le projet¹⁾ ont été conçus pour combler les lacunes des planifications nationales en matière de formulation de programmes spécifiques par pays et pour l'ensemble du Bassin du fleuve Sénégal.

2.2.1.8 - Cette étude devra faire la synthèse de toutes les études existantes ou en cours d'exécution, au niveau national et régional, pour

1) Cette étude sera financée par la BAD

en déduire un programme de développement intégré par pays à mettre en œuvre, en vue d'une valorisation optimale des infrastructures régionales. Cette étude devra également évaluer l'incidence macro-économique du programme de l'OMVS sur chacune des économies nationales. En conséquence, elle établira un cadre de référence permettant aux différents bailleurs de fonds et autres intervenants dans la zone de coordonner et d'harmoniser leurs actions.

2.2.1.9 - L'étude macro-économique suivra les étapes suivantes :

- i) analyser pour chaque Etat-membre, les politiques actuelles de développement et la place du Bassin du fleuve dans ces politiques ;
- ii) analyser les potentialités du Bassin du fleuve et mettre en forme un schéma optimal de développement intégré de cet ensemble;
- iii) confronter les politiques nationales avec les orientations du schéma intégré du Bassin du fleuve, faire ressortir les incohérences éventuelles afin, de dégager des scénarios de développement au niveau national et régional permettant de procéder à l'analyse économique et financière de ceux-ci pour chaque Etat-membre.

2.2.1.10 - L'étude devra par conséquent, déboucher sur l'élaboration d'un tableau de bord destiné à faciliter le pilotage de la mise en valeur du programme intégré au niveau national et régional.

2.2.1.11 - La réorientation qui a été faite de manière judicieuse, en tenant compte des enjeux en cours a permis donc au projet de participer à la réflexion sur l'Après-barrages et d'être dans ce domaine un partenaire, privilégié des structures nationales impliquées dans le pilotage du développement intégré du bassin du fleuve Sénégal (C.N.P, S.N.D et Ministères de tutelle de l'OMVS).

2.2.2 Les activités de suivi-évaluation

2.2.2.1 - Evaluation des fonctions du programme en ce qui concerne notamment le développement hydro-agricole

2.2.2.1.1 Pour ce qui concerne les "études" (points a et b du 9, 2.2.1, Annexe 1 du document de Projet), les objectifs ont été pleinement atteints.

2.2.2.1.1.1 - S'agissant de l'évaluation et du suivi des études : le Projet dresse depuis 1984 annuellement la situation, des études générales de planification, des études de faisabilité et d'exécution (APS et APD).

2.2.2.1.1.2 - Cette activité a pour premier objectif, de faire l'inventaire annuel des études de faisabilité et d'exécution des projets hydro-agricoles réalisées ou en cours, et d'évaluer le volume des superficies étudiées. Ce volume est un indicateur significatif des rythmes d'aménagement potentiels à court et moyen termes, si les financements des travaux étaient disponibles.

2.2.2.1.1.3 - L'autre objectif est de mettre en relief les déséquilibres dans la répartition géographique des superficies étudiées (donc des futurs aménagements) en vue de leur rééquilibrage.

2.2.2.1.1.4 - L'inventaire et l'analyse du portefeuille des études ont confirmé que différentes phases d'étude (identification, factibilité, exécution) précèdent généralement la réalisation des aménagements importants et, qu'il peut s'écouler 4 à 8 années entre l'identification et la mise en exploitation d'un aménagement hydro-agricole.

2.2.2.1.1.5 - Ces inventaires renseignent aujourd'hui sur la capacité réelle de suivi, de contrôle et de "gestion" des études au niveau des sociétés nationales de développement. Ils permettent aussi de mesurer le niveau des réalisations par rapport aux objectifs d'aménagement retenus pour la suppression de la crue artificielle ou la réduction du déficit vivrier de la sous-région, en vue d'orienter la localisation des futures aménagements en faveur des zones très peuplées et délaissées.

2.2.2.1.2 - Dans le domaine des aménagements : le Projet établi sans discontinuité, la situation des aménagements hydro-agricoles en maîtrise complète de l'eau. L'activité consiste à faire l'inventaire physique au 1er juillet de chaque année, des périmètres aménagés dans l'ensemble du Bassin du fleuve Sénégal en visualisant chacun d'eux sur une carte.

2.2.2.1.2.1 - La notice explicative de la carte indique le niveau de réalisation (superficie totale aménagée dans le BFS) et précise la part de chacun des intervenants (sociétés d'Etat, privés, agro-industrie) en précisant le type de périmètre concerné (petit, moyen, grand). Les comparaisons d'une année sur l'autre permettent d'indiquer les rythmes d'aménagement, tandis que les comparaisons pluriannuelles révèlent l'évolution de ces rythmes dans le temps.

2.2.2.1.2.2 - Au niveau tant de la carte que de la notice l'importance des différents opérateurs (Etats, privés, association villageoises, foyers de jeunes...etc), est indiquée. Cela permet de juger de leur rôle et de l'évolution de leur dynamisme.

2.2.2.1.2.3 - Les résultats obtenus dans cette activité ont permis au Haut-Commissariat d'attirer périodiquement l'attention des Etats-membres et des bailleurs de Fonds sur les écarts entre objectifs et réalisations

2.2.2.2 - Evaluation des résultats agronomiques, analyse et suivi des systèmes de production, évaluation des résultats micro-économiques et financiers

2.2.2.2.1 - En matière de suivi-évaluation des résultats et performances agro-économiques de la culture irriguée, le Projet a obtenu des résultats intéressants. En améliorant en permanence les outils méthodologiques (questionnaires, méthode de collecte), le Projet réalise depuis sa création, une évaluation annuelle des campagnes agricoles en analysant d'une part, les performances agro-économiques des périmètres, l'incidence des méthodes d'encadrement, et d'autre part, les contraintes rencontrées en vue de formuler des recommandations en direction des Etats et des S.N.D.

2.2.2.2.2 - Cette évaluation repose sur une collecte exhaustive des informations de tous les périmètres irrigués du bassin, par l'application d'un questionnaire "fiche signalitique des périmètres" et d'un "questionnaire bilan de campagne".

2.2.2.2.3 - Les rapports "bilan de campagne" et "tableau de synthèse de la banque de données", "output" de cette activité sont publiés depuis

1980 indiquant annuellement les résultats des périmètres, les taux de mise en valeur, les niveaux de rendements, les taux de sinistre et non exploitation, le nombre d'exploitants impliqués...etc.

2.2.2.2.4 - Au cours de l'évolution du projet des améliorations notables ont été apportées pour écourter les délais entre la fin de la collecte des données et la parution de ces documents dont les recommandations devraient être pris en compte par les S.N.D avant chaque campagne agricole.

2.2.2.2.5 - Ces rapports développent les différents facteurs organisationnels, sociaux, politiques, institutionnels (prix, crédits, encadrement), physiques (pluviométrie, crue) et sanitaires (attaques parasitaires, criquets) influençant les rendements et les résultats agro-économiques des périmètres.

2.2.2.2.6 - En complément du suivi réalisé à travers les questionnaires bilan de campagne et fiche signalitique, le projet a réalisé des enquêtes sur les "itinéraires techniques" pour mieux apprécier l'évolution du degré de maîtrise de la technologie irriguée et l'incidence de celle-ci sur les systèmes agraires traditionnels.

2.2.2.2.7 - Il a également réalisé des études sur les coûts des aménagements (reconstitution, décompte des travaux, ventilation par poste...) pour identifier la structure des coûts d'aménagements par poste (terrassement, canaux...) afin de rechercher les moyens de réduction de ces coûts. Ces études ont porté sur des exemples de grands périmètres et de périmètres intermédiaires tant en Mauritanie qu'au Sénégal.

2.2.2.2.8 - La structure des prix ainsi établi servira de référence pour être comparée à celles d'autres pays, ou à celles qui seront réalisées dans le Bassin en vue de suivre l'évolution des coûts des aménagements hydro-agricoles.

2.2.2.2.9 - Le coût actuel très élevé des aménagements hydro-agricoles au niveau de l'investissement et de l'exploitation, est un facteur très important dans la faiblesse des rythmes d'aménagements constaté entre 1975-1987 ¹⁾.

1) voir tableau de synthèse de la banque de données hydro-agricole.

2.2.2.3 - Evaluation des effets micro et macro-économiques

2.2.2.3.1 - Il y a lieu de souligner que l'évaluation des effets micro et macro-économiques du programme de l'OMVS est encore difficile à réaliser du fait de l'insuffisance des informations de base générées pour les Etats. Les sociétés nationales de développement ne disposent pas d'une compatibilité analytique suffisamment élaborée et, au niveau des Etats les T.E.I n'existent souvent pas ou sont incomplets.

2.2.2.3.2 - Au niveau des Etats les planification nationales n'ont pas développer des volets spécifiques pouvant montrer explicitement l'incidence du programme de l'OMVS sur les économies nationales.

2.2.2.4 - Evaluation des impacts sociaux et écologiques sur le milieu

2.2.2.4.1 - Les résultats sont dans ce domaine assez inégaux et partiellement atteints au plan global.

2.2.2.4.2 - Les impacts sociaux ont pu être suivi et analyser avec des résultats très importants au niveaux de l'organisation sociale de la production et de la gestion foncière. L'analyse et le suivi de la question foncière est apparu très tôt au Projet comme un sujet de préoccupation en raison du fait que les contraintes foncières empêchaient soit la création de nouveaux périmètres (réduction du rythme d'aménagement), soit l'exploitation normale des périmètres existants (tensions sociales, baisse des rendements).

2.2.2.4.3 - En 1985, la Cellule a élaboré des rapports diagnostic sur les problèmes fonciers et préconisé des solutions à l'attention des législateurs et des techniciens du développement. En 1986, des études spécifiques sur la question ont été réalisées, dans la région de Kayes, sur la rive droite et sur la rive gauche et les résultats ont permis la tenue d'une importante table ronde, de haut niveau, organisée à Dakar en juillet 1986 qui regroupait "décideurs", "chercheurs" et "développeurs".

2.2.2.4.4 - Les impacts écologiques n'ont pas fait l'objet de suivi spécifique, car pour l'essentiel ils avaient été identifiés par le rapport sur l'environnement (Gannet Flenning).

2.2.2.4.5 - L'objectif était alors d'amener les Etats à appliquer les mesures correctives préconisées par le plan d'action de l'environnement proposé par cette étude.

2.2.2.4.6 - Le projet a dans ce sens assisté le Haut-Commissariat, notamment dans la préparation et l'organisation d'un séminaire sur l'environnement, l'élaboration des termes de référence d'un plan directeur de la santé dans le bassin, et le suivi de l'étude de l'estuaire artificielle du Delta rive droite.

2.2.2.4.7 - Avec l'achèvement des barrages qui s'annonçait vers la fin du Projet, la Cellule a exploré les possibilités offertes par la télédétection pour le suivi-évaluation de l'environnement, notamment dans le domaine de l'inondation du lit majeur, de la propagation des eaux, en préparation d'un suivi des effets de la retenue de Manantali sur la crue et les cultures de décrue.

2.2.2.4.8 - Des résultats intéressants ont été obtenus avec les images LANDSAT. Mais ils ont surtout permis de déceler les insuffisances de ce système? ce qui a amené le Projet à recommander le système d'imagerie SPOT qui est plus adapté pour les études et suivis à envisager dans le Bassin.

2.2.3 - Interprétation des résultats et précisions

2.2.3.1 - Les différents rapports publiés régulièrement ou de manière ad hoc par le Projet témoignent des résultats importants obtenus dans le domaine de l'interprétation des résultats.

2.2.3.2 - Il y a lieu cependant de souligner certaines faiblesses. L'interprétation des résultats n'a pas été suffisamment orientée vers l'analyse d'une dynamique du développement et des disparités spatiales (autres points spécifique des termes de références). Par ailleurs l'interprétation des résultats n'a pas donné lieu à des analyses approfondies de prévisions et de tendance comme prévu par le projet : La collecte et la mise en forme des données primaires qui n'étaient pas réalisées par les SND, absorbaient l'essentiel du temps étant donné les moyens humains limités du projet.

2.2.4 - Recherche de solutions et formulation de recommandations

2.2.4.1 - Pour l'objectif "diffusion des données et des analyses", les résultats ont été satisfaisants. Le fait que les productions du Projet soient cités constamment par nos partenaires dans les pays membres de l'OMVS et même en dehors ou qu'ils soient repris dans les études des sociétés de développement, les bureaux d'études et dans les rapports des missions de passage en fournissent la meilleure preuve.

2.2.4.2 - Dans le domaine de "l'animation de réflexion et de concertation avec les agents et organismes concernés, les objectifs ont été atteints grâce à deux démarches complémentaires. Le Projet a développé des rapports directs à travers des missions et des appuis en expertise auprès des différents organismes chargés du développement du bassin, les SND et les comités Après-barrages en particulier.

2.2.4.3 - Ces contacts suivis ont permis de développer la réflexion sur différents sujets intéressants le projet, de discuter des conclusions et des résultats du Projet et d'approfondir les modalités de collaboration y compris la préparation conjointe des séminaires nationaux de formation et de sensibilisation.

2.2.4.4 - L'autre démarche a consisté en l'organisation de séminaires au niveau régional qui ont été l'occasion d'échanges d'informations, de discussions des résultats, de concertation et de formation. Ces séminaires ainsi que les thèmes traités sont indiqués dans le tableau ci-dessous.

2.2.4.5 - Thèmes des séminaires organisés 1984 - 1987

THEMES	DATE/LIEU	MAITRE	FINANCEMENT
		D'OEUVRE	
()
()
()
(- Coûts et rythmes d'aménagement	NDIAYE 1984	CEPC	PNUD/OMVS/GTZ)
(- Application de la méthode des)
(effets (atelier)	DAKAR 1985	CEPC	PNUD/OMVS/GTZ)
(- Développement des bassin flu-)
(viaux	DAKAR 1986	IDEP/CEPC	-)
(- Conception et réalisation des)
(aménagements	DAKAR 1986	CEPC	PNUD/GTZ/OMVS)
(- Table ronde sur le foncier	DAKAR 1986	CEPC	" "
(- Le système de pilotage du déve-	DAKAR 1987	CEPC	PNUD)
(loppement intégré du Bassin)
()

2.2.5 Centralisation de l'information et de l'expérience accumulée

2.2.5.1 - Le projet a cherché à atteindre cet objectif à travers la mise en place de banques de données informatisées, étant entendu que le centre de documentation de l'OMVS s'occupe de la centralisation, de l'archivage et du classement de l'information et de la documentation écrite.

2.2.5.2 - La Cellule dispose déjà d'une banque de données hydro-agricoles avec des séries remontant à 1975 et a commencé à mettre en place d'autres fichiers qu'il s'agira d'améliorer ou de compléter.

2.2.5.2.1 - Banque de données hydro-agricoles : elle embrasse l'ensemble des périmètres du BFS avec pour chaque campagne, des données relatives aux exploitants et à l'organisation sociale de la production. Elle est mise à jour annuellement avec l'acquisition de données nouvelles et fait l'objet en permanence, de corrections et d'améliorations. Ces données seront primordiales pour la tarification de l'eau régularisée.

2.2.5.2.2 - Fichier machinisme : il est constitué à partir d'un recensement exhaustif des équipements de pompage et des matériels agricoles utilisés sur les périmètres. La mise en place de ce fichier n'est pas achevée. Elle doit être poursuivie pour permettre un meilleur suivi du fonctionnement des équipements agricoles, de leur durée de vie et une plus grande précision dans l'adéquation de leur choix et l'estimation de leur amortissement.

2.2.5.2.3 - Fichier des prix : Il intéresse non seulement le prix des inputs agricoles (engrais, pesticides, semences, gas-oil, pièces détachées...etc) mais également celui des outputs au niveau tant du producteur que du consommateur. Ce fichier a pour objet de permettre de suivre l'évolution des prix de différents produits, de mesurer les distorsions d'un Etat à l'autre et d'analyser (en rapport avec les autres activités de suivi des campagnes) leur incidence sur les performances agro-économiques de la culture irriguée. La mise en place de fichier doit également être poursuivie.

2.2.5.2.4 - Banque de données sur les Unités naturelles et la population
Elle a pour objet, à partir du découpage du bassin en Unités naturelles (d'équipement), de regrouper au niveau de ces Unités les informations relatives au potentiel en terres, aux équipements, au nombre de villages résidants ou exploitants, à l'effectif et à la structure des populations. Elle permet de suivre l'évolution des niveaux d'équipement, et de la charge démographique par unité spatiale donnée. La mise en place de cette banque est à poursuivre avec beaucoup plus de vigueur en tenant compte dans la mesure du possible des dernières données des recensements de population dans les Etats-membres.

2.3 - Support Institutionnel

2.3.1 - Au niveau du volet support institutionnel du projet. Les résultats obtenus sont les suivants.

- i) Formation de deux experts traducteurs "nationaux" ayant reçu une formation spécifique aux besoins de l'OMVS.
- ii) Un ensemble de travaux de traduction "ad hoc" suivant les besoins de l'OMVS au cours de la période d'exécution du projet.
- iii) Un expert informaticien "national" ayant reçu aux Etats-Unis une formation spécifique concernant la mise en oeuvre de modèle sur la répartition des coûts et charges du programme de l'OMVS.
- iv) des voyages d'études réalisés par les cadres du Haut-Commissariat (Europe, Niger, Maroc, Etats-unis....)
- v) L'organisation de plusieurs séminaires et ateliers de formation et de réflexion dont les thèmes sont rappelés ci-dessous.

THEME	DATE/LIEU	MAITRE	FINANCEMENT
		D'OEUVRE	
(- la participation paysanne dans le développement	! KAYES 1981!	! DFPH	! PNUD/OMVS
(- la responsabilisation paysanne	! KAEDI 1982!	! DFPH/CEPC!	! "
(- les ressources humaines et le développement	! GOREE, 1983!	! "	! BIT/PNUD/OMVS
(- l'alphabétisation fonctionnelle	! BAMAKO, 1983!	! DFPH/CEPC!	! PNUD/OMVS
(- les techniques de communication de masse	! NOUAKCHOTT	! "	! " "
(- le crédit agricole	! NDIAYE 1984!	! DFPH	! PNUD/OMVS

2.4 - Difficultés rencontrées par le Projet

2.4.0.1 - Celles ci ont été souvent soulignées et discutées lors des missions d'appui du DTCD. Elles peuvent être résumées dans les trois grandes catégories suivantes :

2.4.1 - Les défauts structurels :

- la confusion structurelle de la mise en place initiale telle que définie par les termes de référence initiaux ; bicéphalisme de l'animation,
- la confusion résultant du mélange de deux projets (CEPC et volet institutionnel) mal distingués l'un de l'autre - ils étaient même trois à l'origine en raison de la poursuite d'un projet FAO par un expert de la Cellule.

- La dispersion géographique des experts et des moyens logistiques entre Saint-Louis et Dakar a compliqué la gestion de ce projet et rendu très difficile l'animation permanente nécessaire dans ce genre d'activité qui exige un travail d'équipe parce que nécessite une approche multidisciplinaire.

2.4.2 - Les défauts de conception :

le caractère irréaliste des objectifs et des résultats attendus du projet tels qu'ils sont définis par les termes de référence. Ils sont trop académiques, trop nombreux ou trop ambitieux pour une phase de démarrage où tous les outils sont à mettre en place.

2.4.3 - Le manque de correspondants au niveau national

L'inexistence au niveau des Etats de structures relais nationales capables de fournir périodiquement et de façon exhaustive les données primaires du suivi-évaluation est à la source des coûts élevés de fonctionnement du projet qui doit presque seul, en conséquence, couvrir l'ensemble du bassin. Il en résulte aussi une exploitation insuffisante des résultats des recherches menées et un "dysfonctionnement" avec les planifications nationales.

3. EVALUATION DES OBJECTIFS

3.1 - Pendant la période 1982-1986 le projet avait comme objectif principal le suivi de l'introduction de la culture irriguée, sa performance et son adaptation aux systèmes agraires pré-existants :
la culture irriguée étant une technique de production nouvelle pour les paysans du fleuve.

3.2 - En d'autres termes, il fallait, parallèlement à la construction des barrages, préparer les conditions nécessaires pour un développement d'échelle rapide de la culture irriguée.

Le Projet a atteint cet objectif par :

- a) la mise sur pied au niveau régional d'une banque de données hydro-agricoles (unique en Afrique de l'Ouest) ;
- b) la production de rapports annuels faisant le bilan des 3 campagnes agricoles (hivernage, contre saison froide, contre saison chaude) ;
- c) le suivi de l'évolution du porte-feuille des études de faisabilité et d'exécution des projets hydro-agricoles, permettant d'indiquer à tout moment aux bailleurs de fonds, les projets disponibles au niveau des Etats-membres de l'OMVS. La version de 1987 présente le porte-feuille des études en relation avec les chiffres indicatifs de planification de la suppression de la crue artificielle et de l'autosuffisance alimentaire.
- d) la préparation annuelle de la carte de la situation des périmètres irrigués en maîtrise totale de l'eau au 1er juillet de chaque année, permet en outre de suivre le rythme d'aménagement qui est un indicateur important et de localiser individuellement les différents projets. Ce travail est devenu précis avec les données du satellite SPOT utilisées pour la détermination des superficies inondées et cultures en décrue ;
- e) les études sur les coûts d'aménagement et d'exploitation des périmètres hydro-agricoles ;
- f) la production d'un guide du projeteur pour l'harmonisation, la conception et la réalisation des aménagements hydro-agricoles dans le bassin du fleuve ;

- g) les études sur les structures foncières et des formes d'organisation sociale de la production irriguée ;
- i) la réflexion sur la planification régionale qui a conduit à la définition de la phase actuelle du projet RAF/87/036 ;
- j) la formation de cadres nationaux en nombre, certes encore limité, mais compétents dans leurs domaines et constituant dans certains cas, des mémoires indispensables.

3.3 - Certaines critiques de la mission d'évaluation d'octobre 1986 sont malgré tout valables notamment : le coût élevé du fonctionnement du projet ; une analyse insuffisante de toutes les données recueillies ; une formulation ambitieuse du programme.

3.4 - Le coût élevé est lié au fait que la collecte primaire de données exige des moyens importants si l'on veut couvrir l'ensemble du bassin et si on est le seul à le faire : parce que les Etats ne produisent pas ces informations. Or, pendant la phase d'introduction de la culture irriguées, il était indispensable de suivre la réalisation de chaque nouveau périmètre. Aujourd'hui, ils sont au nombre plus de 926 dans la Banque de données hydro-agricole.

3.5 - Il est donc juste de dire, que si les Etats fournissaient les informations nécessaires, le fonctionnement serait moins coûteux, mais il est aussi clair que, si le projet ne l'avait pas fait, on ne disposerait pas comme aujourd'hui, de séries statistiques homogènes entre 1975 - 1987 sur l'introduction de la culture irriguée dans le bassin du fleuve Sénégal.

3.6 - S'agissant de la capacité d'analyse il est étonnant de remarquer que la mission d'évaluation a oublié de mentionner que le projet entre 1982 - 1984 était pratiquement bloqué à cause des lenteurs de la mobilisation du financement et des difficultés de mise en place de l'assistance technique. Face à cette situation, étant donné les moyens limités, c'est délibérément que le projet a choisi de mettre l'accent dans la collecte, dans la mesure où personne ne le fait, et, de produire des documents techniquement neutres axés sur une présentation exhaustive

- la Méthodologie et le mécanisme de suivi-évaluation
- le fonctionnement et le rôle des sociétés nationales de développement de l'OMVS, les problèmes d'articulation organique et inter-institutionnels de l'animation du système de pilotage du développement intégré du bassin du fleuve Sénégal.

4.2 - Au moment de la mise en place du Projet RAF 81/059, la construction des barrages de Diama et Manantali était en phase de démarrage. Les superficies aménagées s'élevaient en fin 1981 pour l'ensemble du bassin à 21.370 ha environ pour quelques 426 périmètres irrigués avec 30.400 exploitants. Cette superficie est passée à la fin du projet en fin 1987 et au moment de l'achèvement des barrages à 42.517 ha avec 926 périmètres irrigués et plus de 45.000 exploitants.

4.3 - Le suivi opéré par le projet et les résultats enregistrés permettent d'affirmer aujourd'hui, que la "greffe de la culture irriguée a pris", que la phase d'introduction est révolue et, qu'il s'agit maintenant de s'attaquer à mettre en place les conditions nécessaires de son décollage d'échelle.

4.4 - Bien qu'il se soit enclenché de manière irréversible, le développement de la culture irriguée rencontre de nombreuses difficultés que le projet a contribué à identifier, et dont la résolution est indispensable pour optimiser les résultats.

4.5 - Si les superficies aménagées sont passées de 21.370 ha à 42.517 ha (+99%) entre 1981 et 1987 soit un rythme d'aménagement de 3524 ha/an, les superficies cultivées ont été respectivement de 13.350 ha et 23.000 ha soit un rythme de mise en valeur de 1450 ha/an pour la période ou des taux de mise en valeur¹⁾ respectifs de 62,5% et 60,5%.

4.6 - Des efforts appréciables ont été réalisés dans l'entretien des cultures dont le taux de sinistre sont tombés de 23% en 1981 à 1,4% en 1986. Cependant l'effet conjugué des taux de non exploitation qui passe de 37,5% à 48,15% et des taux de sinistre, se traduit en

1) - superficie cultivée/superficie nette aménagée.

définitive par un taux de productivité des aménagements assez faibles : 48% en 1981 et 51% en 1987 : C'est dire que les investissements consentis dans l'aménagement des périmètres ne sont pas suffisamment valorisés.

4.7 - A partir de ce constat, et toute chose égale en matière de rendement à l'hectare, le Projet a révélé la pertinence de raisonner, pour l'évaluation du développement de la culture irriguée, en terme de rythme de mise en valeur (évolutions et relations entre les superficies cultivées, récoltées et superficies aménagées) ; le raisonnement habituel en terme de rythme d'aménagement (accroissement physique des superficies aménagées) est insuffisant pour rendre compte des performances hydro-agricoles et du degré de valorisation des investissements.

4.8 - La banque de données hydro-agricole ainsi que le système continu et exhaustif de suivi-évaluation élaborés par le Projet permettent, par sa structure et la diversité de ses paramètres, d'établir en permanence et à divers niveaux, des ratios d'évaluation des performances du développement hydro-agricole. Il s'agit là d'un outil opérationnel inédit dans la sous région, que l'OMVS et le PNUD pourraient mettre à profit aux autres bassins fluviaux et lacustres en Afrique.

4.9 - La culture irriguée doit jouer dans la phase actuelle un double rôle. Elle doit permettre d'une part, de contribuer par ses productions à la sécurité alimentaire des populations du bassin et à la réduction du déficit vivrier des Etats tout en générant des revenus suffisamment élevés au niveau des producteurs, pour enrayer l'exode et l'émigration. D'autre part, la culture irriguée doit, en raison de sa demande massive en intrants et par la nécessité de transformer ses productions, servir de facteur entraînant du développement industriel en amont et aval de la production (entreprises, PME et PMI de transport, de transformation, de commerce, de prestation de services...).

4.10 - Une des conclusions auxquelles a abouti le projet est que ce rôle "moteur de l'industrialisation dans le bassin" ne peut être atteint qu'à une double condition.

4.10.1 - premièrement : de passer à la double culture annuelle (intensification) et au décollage d'échelle (extension). Cela suppose la mise en oeuvre d'une stratégie et des moyens permettant :

** l'accroissement des rythmes d'aménagement, la réduction des coûts d'aménagement ainsi que leur maintenance : ces deux derniers éléments constituent aujourd'hui une contrainte très lourde pour le développement.

** la préparation de paquets technologiques cohérents (variétés productives et adaptées aux principales saisons de cultures, techniques culturales, gestion de l'eau, réduction des temps de travaux par mécanisation de traction animale...)

** la mise en oeuvre d'un programme de mesure d'accompagnement et de soutien (fourniture d'intrants, commercialisation, crédit de campagne et d'équipement à des taux et conditions supportables pour le paysan, désenclavement des zones de production)

** l'incitation des producteurs par une politique de prix au producteur plus rémunérateur et à hauteur des coûts et production.

4.10.2 - deuxièmement : de concevoir ce développement de la culture irriguée en rapport avec une politique d'industrialisation capable d'endogénéiser les fondtions de production et de transformation dans le bassin et au niveau des Etats-membres en tenant compte de l'avantage comparatif de chaque pays en perspective de la nécessaire intrégration économique.

4.10.3 - Faute de ces mesures, le développement hydro-agricole du bassin sera extraverti et renforcera la dépendance technique et financière des Etats, et partant compromettra deux les objectifs majeurs de l'OMVS : d'une part assurer la sécurité des revenus aux populations du bassin, d'autre part, réduire la vulnérabilité des économies nationales vis-à-vis des facteurs externes.

4.11 - Aucun des Etats de l'OMVS ne peut à lui seul assurer la rentabilité des ouvrages et le développement du bassin. De même que le

secteur hydro-agricole, malgré l'importance qui lui est reconnu dans le rapport d'évaluation globale du programme OMVS et le rôle qu'il peut jouer (cf supra) ne peut à lui seul entraîner un développement multisectoriel intégré du bassin.

4.12 - Il était donc indispensable au terme de l'expérience du projet RAF/81/059, de concevoir la culture irriguée dans une perspective plus globale. Il faut de ce fait passer en matière de suivi-évaluation d'une situation "monosectoriel" limitée à la culture irriguée, à une situation de suivi-évaluation ou "multisectoriel" tenant compte non seulement, des secteurs amont-aval de la production agricole, mais également des autres composantes du secteur primaire (élevage, foresterie, pêche), du secteur secondaire et tertiaire.

4.13 - Dans cet esprit les enseignements du Projet nous permettent aussi d'attirer l'attention sur les dangers liés à la pression actuelle qu'exerce un certain nombre de bailleurs de fonds et une société nationale sur l'OMVS, pour la réalisation d'une ligne de transport de l'énergie reliant Manantali à Dakar en contournant la vallée. Il est évident qu'une telle option permettrait un amortissement accéléré de la dette. Toutefois dans une optique de développement à long terme du B.F.S, de ses populations et de Dakar lui-même, elle sera catastrophique. En privilégeant la production d'énergie hydro-électrique pour le secteur industriel urbain, cette option, tout en étant en porte à faux avec la stratégie de développement retenue pour le B.F.S, constituera un transfert de ressources du bassin, donc des populations rurales au profit des minorités urbaines : ce qui accentuera d'autant les migrations rurales et l'appauvrissement de ses populations qui n'auront plus comme alternative, que la "bidonvilisation" à Dakar, Nouakchott ou Bamako.

4.14 - Dans le même ordre d'idée, il ya lieu de s'inquiéter sur le manque d'empressement des bailleurs de fonds pour la réalisation du volet Navigation qui pourtant supporte une part importante du coût des deux barrages. Ce qui est encore plus allarmant, c'est qu'au niveau des Etats on ne voit pas toujours la primauté accordé à cet volet dans l'élaboration de leur programme de transport et lors de la négociation des financements avec leurs partenaires. Pourtant, le fleuve rendu navigable toute l'année et ouvert sur la mer par un port à Saint-louis,

constituera un complément nécessaire au système de transport, non seulement pour le bassin mais aussi pour toute la sous-région car les transports jouent un rôle primordial dans tout développement. Que l'on parle d'agriculture ou l'élevage, d'industrie, de l'extraction minière ou de commerce, d'éducation, de santé, tourisme ou toute autre activité, les transports se présentent comme une condition inéluctable déterminant la réalisation et l'efficacité.

4.15 - L'élargissement de la dimension suivi-évaluation est aussi nécessaire si l'on veut mesurer les effets inter-sectoriels et s'orienter vers une harmonisation et coordination du développement intégré du bassin du fleuve Sénégal qui puisse jeter les bases d'une intégration économique sous-régionale véritable.

4.16 - C'est dans une telle perspective de développement intégré avec des actions sous-régionales (inter-états) qu'il convient de s'inquiéter aussi des effets de la désertification et des impacts potentiels des barrages sur l'environnement.

4.17 - Il est à souligner que l'arrêt de la crue artificielle aura des effets néfastes très sensibles sur l'écosystème de la vallée alluviale, notamment par la réduction de la capacité de régénération de la flore et de la faune qui sera consécutive au retrécissement de l'aire d'inondation.

4.18 - Les phénomènes de comblement des cours d'eau et de recouvrement des terres fertiles par les apports éoliens sableux risquent à terme de compromettre le potentiel (eau et terres).

4.19 - Les politiques de reboisement sont aujourd'hui loin d'être à la hauteur de ce risque qui doit faire l'objet d'une attention encore plus soutenue.

4.20 - Il est par conséquent nécessaire, d'attirer un peu l'attention des "décideurs" sur ses risques afin que des solutions correctrices soient déployées dans les meilleurs délais dans le cadre des planifications nationales.

4.21 - Les Résultats du Projet ont également permis de mettre en exergue l'importance des enjeux fonciers que génère le développement de l'irrigation. Les documents et débats réalisés ont permis de prendre conscience plus nettement encore de la dimension de ce problème dont la résolution nécessitera sans doute du temps mais surtout une concertation intense entre les populations et les autorités administratives concernées.

4.22 - Le projet a contribué durant son exécution à un "éveil des consciences". La mission d'évaluation souligne dans sa synthèse "qu'il a contribué à faire naître la conscience d'une démarche concertée entre les acteurs des trois Etats qui ont en charge la responsabilité du développement du Bassin du Sénégal (Pl3)".

4.23 - On peut dire également, poursuit le rapport d'évaluation (p.14) "que par son existence, la diffusion de ses travaux et la tenue de plusieurs séminaires ¹⁾, la CEPC (le projet) a "participé de manière concrète à la sensibilisation des partenaires au sentiment de la solidarité régionale" qui est la première finalité du programme.

4.24 - Cette prise de conscience s'est traduite par la mise en place dans les sociétés de développement, de cellule de suivi-évaluation et la création des Comités régionaux et nationaux de planification.

4.25 - Les renseignements du projet conduisent cependant à dire qu'il ne sert à rien de créer des structures nationales de suivi-évaluation si elles ne sont pas dotées des moyens humains, logistiques, financiers, nécessaires à l'exécution de leur tâches ou si leur démarches méthodologiques tendent à occulter la réalité. C'est là une des principales difficultés du Projet qui devait dans sa conception s'appuyer sur de telles structures nationales qui à l'expérience se sont révélées avoir été créées sans aucune opérationnalité.

4.26 - Le projet a consacré beaucoup de temps, d'énergie et d'argent à pallier cette déficience qui est de taille. La mission d'évaluation a-t-elle délibérément ignoré cette situation ?

1) On notera que ce jugement laisse douter de la bonne foi et des nombreuses appréciations négatives du rapport d'évaluation sur le projet et les hommes.

V. RECOMMANDATIONS

5.1 - Déjà en novembre 1984 au colloque organisé sur l'"Après-barrage" un certain nombre de recommandations ont été retenues qui marquaient le tournant décisif de l'Organisation.

5.2 - L'esprit qui prédomine depuis cette date au sein de l'OMVS est celui-là : les barrages se terminent alors comment les valoriser au maximum pour améliorer la situation des populations du bassin, atténuer le paiement du service de la dette, vue les retards surtout dans la réalisation du programme hydro-agricole et le financement de la deuxième tranche du programme commun.

5.2 - Ces principales recommandations alors retenues sont les suivantes:

1. - placer toute assistance nouvelle dans le contexte nouveau de la poursuite du programme de l'OMVS, caractérisé par la nécessité d'optimiser les ouvrages communs,
2. - Redéfinir et hiérarchiser les fonctions de pilotage du développement intégré du B.F.S,
3. - Redéfinir les attributions du Haut-Commissariat dans le système de pilotage au niveau régional,
4. - Bien distinguer les trois niveaux de la fonction "suivi-évaluation" et planification :
 - . niveau national de collecte de données ;
 - . niveau régional d'analyse et de synthèse ;
 - . niveau régional d'orientation stratégique ;
5. - Organiser concrètement la concertation régionale ;
6. - Elever le niveau d'expertise des cellules de suivi-évaluation;
7. - Mettre en place des moyens logistiques et une assistance technique appropriée à chaque niveau ;
8. - Coordonner l'action des bailleurs de fonds ;
9. - Procéder à une mise en place très soigneusement concertée entre les trois Etats-membres de l'ensemble du système de pilotage du développement intégré du Bassin.

5.3 - Ces recommandations qui ont été largement reprises par la mission d'évaluation sont conformes dans leur esprit, aux objectifs visés par la

Conférence des Chefs d'Etats de l'OMVS, qui par résolution n° 13/CCEG du 28 mars 1985 à Nouakchott, a demandé la création du Comité régional de planification et des comités nationaux de planification, de coordination et de suivi du développement intégré du bassin.

5.4 - Une fois ces recommandations retenues par le Conseil des ministres en décembre 1986, dans le cadre de la phase préparatoire du projet RAF/87/036, une étude intitulée "système de pilotage du développement intégré du bassin" a été réalisée. Ce document a été par la suite approuvé par les experts des Etats-membres lors du séminaire régional organisé à Dakar les 27 et 28 juillet 1987. De plus l'étude sur la restructuration du Haut-Commissariat de l'OMVS a par la suite, largement tenu compte de ce document dans la définition des attributions du département du développement et de la coordination.

5.5 - Le document du nouveau projet préparé pendant la phase transitoire a intégré l'ensemble des recommandations retenues. Ce projet est par conséquent un instrument important du système de pilotage défini dans le cadre de la phase préparatoire et approuvé par l'OMVS et le PNUD/DTCD.

5.6 - Le système de pilotage retenu repose sur deux idées fortes qui sont fondamentales pour que d'une part, les Etats-membres soient en mesure de mettre en oeuvre les politiques et programmes susceptibles de valoriser au maximum les ouvrages communs, et d'autre part, de permettre au Haut-Commissariat de devenir réellement un organe de mise en valeur, capable notamment, de superviser la future agence de gestion, et d'orienter les comités nationaux de planification sur la voie de l'optimum régional.

5.7 - Ces deux orientations sont :

- a) Dynamiser l'activité des organes nationaux et régionaux de pilotage du développement chargés de planifier, de coordonner, d'harmoniser, de suivre, et d'évaluer le développement intégré du Bassin.
- b) harmoniser les politiques de développement des Etats-membres

de l'OMVS dans le bassin du fleuve Sénégal, afin que les objectifs de leurs programmes de développement concourent effectivement à une utilisation optimale de la ressource en eau.

5.8 - Dans cet esprit la gestion des ouvrages, l'exécution des services publics fondés sur leur exploitation, tout comme l'aménagement du fleuve Sénégal, ne sont que des moyens au service d'une fin : le développement intégré du bassin par une mise en valeur coordonnée de l'exploitation rationnelle des ressources sur les territoires nationaux des Etats-membres de l'Organisation. La gestion des ouvrages doit donc être soutenue par une politique de développement économique élaborée en commun certes, mais dont, l'exécution incombe exclusivement à chaque Etat-membre : d'où tout l'intérêt de l'animation d'une concertation permanente au niveau national et régional.

5.9 - A travers la restructuration envisagée du Haut-Commissariat, l'Organisation en réorientant son organe d'exécution, doit donc lui donner les moyens pour réaliser les volets complémentaires du programme; poursuivre l'aménagement du fleuve ; assurer la tutelle technique et l'orientation politique de l'agence de gestion des ouvrages communs ; animer le système de pilotage du développement intégré : en veillant constamment sur une juste répartition des usages de l'eau régularisée, entre services et entre les Etats.

5.10 - La réalisation de ces missions n'est pourtant pas facile, elle nécessite que s'instaure une concertation permanente entre le Haut-Commissariat, les organes nationaux de pilotage du développement et les bailleurs de fonds.

5.11 - En effet, malgré l'importance du pari et l'acuité des difficultés surmontées lors de la phase du montage financier et technique des barrages, la période en cours interpelle l'OMVS, sur des problèmes plus complexes, plus délicats à définir et à mettre en oeuvre, parce qu'ils impliquent un projet de développement régional intégré des trois Etats, c'est-à-dire : la synthèse dynamique de trois types de politiques, de volonté, de contrainte et de potentialités.

5.12 - Pour atteindre cet objectif il devra animer une concertation intense et permanente avec ses Etats-membres, afin d'arrêter les stratégies et scénarios de développement global et sectoriel (régional et national), afin de participer à la préparation au niveau national des programmes d'investissement multisectoriels et pluri-annuels, en vue d'une mobilisation rapide de leur financement pour une valorisation optimale des ressources générées par les infrastructures régionales.

5.13 - A cet effet, il y a lieu maintenant de reconnaître explicitement, que la mise en valeur du programme intégré au niveau national dépasse les attributions traditionnelles des ministères techniques, qui assurent actuellement la tutelle de l'OMVS.

5.14 - Par conséquent, il est opportun en tout cas, d'associer plus étroitement les administrations chargées notamment de la planification et des financements. Cette coordination est d'autant plus nécessaire qu'à l'heure actuelle, les différents Etats sont liés par des programmes d'ajustements structurels.

5.15 - Ainsi il sera possible d'intégrer le travail des Comités Nationaux (de programmation économique, d'évaluation des projets, de suivi-évaluation multisectoriel etc..) dans le circuit national de la décision des politiques économiques à suivre à court, moyen et long termes.

5.16 - De cette manière, il sera aussi pleinement tenu compte des enjeux et de la problématique du programme de l'OMVS, sur chaque économie nationale, dans la formulation des programmes de développement nationaux et lors des négociations avec les bailleurs de fonds.

5.17 - Cette démarche sera également susceptible de mieux sensibiliser les décideurs politiques pour une plus forte mobilisation des administrations nationales dans la réalisation des objectifs assignés au programme intégré de l'Organisation.

5.18 - Cela devra se manifester par la désignation d'une équipe multidisciplinaires d'experts nationaux permanents qui s'occupent

exclusivement du programme au niveau national, au lieu de la situation actuelle, où, au coup par coup, on confie à la dernière minute des dossiers importants à des cadres surchargés ayant par ailleurs d'autres tâches administratives importantes et urgentes.

5.19 - Il en découle souvent, la non existence d'une "mémoire nationale vive OMVS", une dispersion de l'information, des réunions mal préparées, des décisions importantes retardées avec les coûts financiers que cela génèrent pour l'organisation notamment en ce qui concerne l'exécution des programmes visant à soutenir les secteurs d'utilisateurs ou la réalisation des volets complémentaires du programme commun.

5.20 - La proposition consistant à adjoindre au C.N.P, des cellules techniques opérationnelles, cherche en réalité à combler cette lacune. Ces cellules auront ainsi comme tâche principale, la coordination technique des activités des différentes administrations concernées, qui doivent leur fournir ou contribuer à la collecte des données essentielles concernant leurs secteurs respectifs, en vue de l'insertion de la programmation du développement intégré du B.F.S, dans le processus national de planification du développement économique et social.

5.21 - Pour faire face donc au défi de l'"après-barrage", il conviendrait que les CNP remplissent leurs missions et soient effectivement en mesure de fournir, dans les meilleurs délais, les programmes sectoriels et pluri-annuels de développement, ainsi que les données du suivi-évaluation de tous les secteurs, (santé, industrie, éducation, transport, élevage, forêt, population, etc...).

5.22 - L'harmonisation du développement du bassin avec celui du reste du pays, en premier lieu dans le domaine rural, est en outre indispensable à son intégration dans les économies nationales et sa compatibilité avec les objectifs du programme régional de l'OMVS. La prise en compte des données du mécanisme de suivi-évaluation multisectoriel dans les programmations nationales du développement permet, en outre, de corriger périodiquement les effets négatifs du programme de l'OMVS.

5.23 - Le fonctionnement efficace des C.N.P est donc crucial dans la mesure où il permet une intégration correcte de la problématique du

programme de l'OMVS dans les cycles réguliers des planifications nationales, tout en fournissant au niveau régional les données nécessaires à la concertation sous-régionale.

5.24 - Le Haut-Commissariat assurera ensuite, en étroite collaboration avec les comités nationaux de planification, son rôle d'harmonisation, de coordination et de suivi des activités de développement dans le B.F.S, en vue d'une optimisation du programme commun et d'une réelle intégration économique des Etats-membres.

5.26 - Le document de projet élaboré pendant la phase préparatoire du Projet RAF 87/036 a été conçu dans ce sens.

5.27 - Il y a lieu cependant de dire qu'en ce qui concerne l'OMVS de manière particulière, et des bassins fluviaux et lacustres en Afrique en général, le PNUD doit revoir sa position actuelle qui consiste à ne pas vouloir financer le support institutionnel, étant donné la situation économique et financière difficile que traverse actuellement l'ensemble des pays africains.

5.28 - Sans une assistance du PNUD ces organisations risquent de voir la réalisation de leur programme retardée dangereusement ou d'être à la merci de ceux qui ne défendent en réalité, que leurs intérêts commerciaux d'abord.

5.29 - Nous pensons que le PNUD est l'organisme financier le plus approprié au renforcement institutionnel nécessaire aux organisations intergouvernementales africaines pour une consolidation de l'intégration économique sous-régionale en vue d'un redressement économique durable pour le continent.

5.30 - Nous considérons aujourd'hui que le développement multi-objectifs des bassins fluviaux et lacustres en Afrique, malgré les montants financiers importants qu'il nécessite, est une voie privilégiée du décollage économique souhaité pour les peuples de la région.

5.31 - Dans cet esprit nous faisons les recommandations suivantes au PNUD pour une assistance plus spécifique au développement des bassins fluviaux en Afrique :

A. renforcer les institutions chargées de la formulation des politiques nationales en dotant les autorités de mise en valeur des bassins fluviaux des pouvoirs et de ressources leur permettant de mener à bien la planification globale, la coordination et la gestion de l'aménagement d'un bassin.

B. Elargir les méthodes et les critères de définition des objectifs, de manière à tenir compte des populations des bassins, considérées comme bénéficiaires du programme, et à inclure la protection de l'environnement, l'amélioration du bien être social et de la santé. Cette approche élargie permettra de faire ressortir davantage l'importance de la mise en valeur des bassins fluviaux et dans la réalisation de la croissance économique aux niveaux régional et national.

C. Les pays donateurs et les pays africains doivent s'efforcer d'améliorer les méthodes d'évaluation. Comme les techniques d'évaluation actuelles, y compris l'analyse coûts-avantages, ne suffisent pas, de nouveaux outils doivent être conçus, qui tiennent compte des incidences socio-politiques, économiques, écologiques et sur la santé de tous les projets de mise en valeur des bassins fluviaux.

D. L'approche multi-donateurs étant particulièrement bien adaptée à la mise en valeur des bassins fluviaux, il est nécessaire d'harmoniser les politiques et procédures s'appliquant aux pratiques et priorités des différentes institutions de financement.

E. Compte tenu des contraintes inhérentes au concept de programmes objectifs multiples ; il convient d'accorder une plus grande attention à la mise en place d'institutions à tous les niveaux et de concevoir des programmes comprenant des projets globaux échelonnés sur une période assez longue.

F. Des mesures doivent être appliquées en vue d'instituer un système de coordination efficace pour la mise en valeur des bassins fluviaux ; un tel système doit comprendre aussi bien les ministères centraux que des représentants des bénéficiaires locaux et des niveaux intermédiaires. Il est également nécessaire de prévoir la formation et la mise en valeur des ressources humaines afin d'améliorer la capacité des

institutions à tous les niveaux, et de leur permettre de jouer un rôle plus important dans le processus de planification et de gestion.

G. Aider les états à intégrer la mise en valeur des bassins fluviaux dans les plans nationaux, afin d'en faire un instrument de redynamisation des économies nationales et d'intégration économique sous-régionale. Dans le même ordre d'idées, les états doivent être en mesure de mettre en place les politiques sectorielles appropriées au niveau de la formation, de la recherche technologique, de l'industrie des transports etc... pour faire du développement des bassins fluviaux un pôle de croissance économique auto-entretenu.

H. Mettre en place un mécanisme multisectoriel permanent de suivi et d'évaluation pour ajuster à temps, la programmation de la mise en valeur des bassins fluviaux, laquelle doit tenir compte de la qualité et de la quantité de l'eau mais aussi de son utilisation pour les besoins des collectivités, de l'agriculture, de la production hydroélectrique, des transports, de l'industrie, des pêches, de l'environnement, de la santé...

VI - ANNEXE

LISTE DES PUBLICATIONS DU PROJET PAR ANNEE

LISTE DES PRODUITS PAR ANNEE

- 1982 n° 1 Bilan de campagne 80-81
 n° 2 Compte rendu séminaire de NDIAYE
 n° 3 Carte d'aménagement au 1/7/1980
- 1983 n° 4 Réactualisation du plan indicatif des aménagements
 hydro-agricoles
 n° 5 Expertise forestière
 n° 6 Séminaire sur les coûts et rythmes d'aménagement
 dans le Bassin du fleuve Sénégal
 n° 7 Termes de référence de l'étude Environnement-santé
 n° 8 Enquête préliminaire pour l'étude intégration
 Agriculture - Elevage
 n° 9 Révision du rapport D et F de l'étude socio-économique
 n°10 Etude des systèmes et des coûts de production
 n°11 Carte d'aménagement au 1/7 83 avec inventaire
 n°12 Compte rendu séminaire ETMA sur l'environnement
 n°13 Bilan des relations entre recherche et développement
 à travers SAED/ISRA
- 1984 n°14 Bilan de campagne 82 - 83
 n°15 Inventaire des portefeuilles "Etudes"
 n°16 Carte des aménagements au 1/7 1984
 n°17 Colloque sur les orientations du développemet de
 l'après-barrage
 n°18 Rapport sur l'application de la méthode des effets
 n°19 Coût des aménagements hydroagricoles (BOGHE)
 n°20 Réflexions sur mise en valeur plus efficiente et
 plus rapide
- 1985 n°21 Inventaire des portefeuilles "études"
 n°22 Enquêtes préliminaires sur l'insertion des émigrés
 n°23 Coûts des aménagements hydro-agricoles LAMPSAR)
 n°24 Coûts des aménagements hydro-agricoles (NDOMBO - THIAGO)
 n°25 La planification régionale du développement intégré du BFS
 n°26 Orientations et objectifs de la planification du
 développement intégré
 n°27 La dynamique de la culture irriguée dans le BFS
 n°28 Bilan de la campagne 83-84
 n°29 Plans parcellaires des périmètres irrigués
 privés et sans encadrement du secteur de ROSSO
 " (département de KEUR MACENE)
 " (département de ROSSO)
 " (département de RK 17)
 n°30 Aspects fonciers et organisationnels dans le
 développement de la culture irriguée
 n°31 Carte des aménagements au 1/7/85
- 1986 n°32 Bilan de campagne 84-85
 n°33 Coût des aménagements hydro-agricoles (DEBI)
 n°34 Termes de référence de l'étude macro-économique

- n°35 La crue 85-86 et l'inventaire des superficies inondées et cultures décrue
- n°36 Analyse des coûts d'aménagement de grands périmètres irrigués
- n°37 Harmonisation de la conception et de la réalisation des aménagements hydro-agricoles dans le BFS
- n°38 Les problèmes agraires sur la rive mauritanienne
- n°39 La tenure foncière dans la région de Kayes
- n°40 Compte-rendu table ronde tenure foncière
- n°41 Carte des aménagements au 1/7
- n°42 Inventaire portefeuille d'études
- n°43 Rapport sur l'application de la méthode des effets
- n°44 Enquête routière
- n°45 Conditions générales de roulement de la campagne
- n°46 Banque de données des aménagements hydro-agricoles
- n°47 Note de réflexions sur le développement agricole
- n°48 La télédétection comme outil de suivi-évaluation

- 1987 n°49 Observations sur le rapport de synthese de la Mission d'Evaluation du Projet RAF/ 81/059
- n°50 L'utilisation des données SPOT pour l'inventaire des superficies inondées et des superficies des cultures de décrue dans la vallée du Sénégal (Crue 1986-1987)
- n°51 Le système de pilotage du développement intégré du bassin du fleuve Sénégal
- n°52 Porte feuille des études (APS-APD) SONADER-SAED-OVSTM
- n°53 Périmètres irrigués aménagés en maîtrise totale de l'eau notice explicative à la carte des aménagements situation au 1er juillet 1987
- n°54 Rapport de mission - Typologie échantillonnage des périmètres irrigués de la vallée
- n°55 Bilan de campagne (hivernage 1986)
- n°56 Carte inventaire des portefeuilles "études"
SAED - SONADER - OVSTM au 31.12.1987
- n°57 Bilan de campagne (hivernage 1986)

A N N E X E 1

DETAIL DES SEMINAIRES
ORGANISES DANS LE CADRE DU PROJET
RAF/81/059

I. SEMINAIRE SUR LES COUTS ET RYTHMES D'AMENAGEMENT DANS LE BASSIN DU FLEUVE SENEGAL

Ce séminaire a été financé par le PNUD/DTCD avec la contribution de la GTZ.

Il a regroupé les représentants des Etats-membres de l'OMVS, des organismes financiers, des bureaux d'études et d'entreprises, tous acteurs intéressés par le développement et les problèmes de l'irrigation dans le Bassin du fleuve Sénégal.

1.1. Objectif et intérêt du séminaire

L'opportunité d'un séminaire sur les rythmes et coûts d'aménagement découle de la double constatation suivante :

- . un écart sensible entre les superficies aménagées et les prévisions à court et moyen terme du plan indicatif des aménagements : 2 500 ha réalisés contre un objectif de 3 500 ha prévus (année 1981/1982)
- . Le coût élevé de l'ha aménagé dans les grands aménagements et l'évolution rapide de ce coût dans le temps et l'espace.

La priorité donnée au développement agricole dans la justification du programme d'Infrastructure Régionale de l'OMVS et l'importance des investissements à réaliser dans un contexte économique et financièrement difficile, rendent nécessaires l'instauration d'un débat qui se veut un dialogue fructueux entre différentes parties prenantes des programmes d'aménagement mis en oeuvre dans le bassin du fleuve Sénégal. Il s'agira à terme de déceler les contraintes qui limitent les rythmes d'aménagement et les facteurs qui influent sur les différents postes de coûts et de dégager les voies et moyens susceptibles de contribuer au maintien d'un rythme soutenu des aménagements.

1.2. Thèmes des Communications

Le Haut-Commissariat a proposé une liste de thèmes qui a servi de base à l'analyse des facteurs influant les coûts et rythmes d'aménagement dans le bassin du fleuve Sénégal.

- a) plan indicatif des aménagements hydro-agricoles de l'OMVS :
contraintes institutionnelles, entraves financières et organisationnelles à une progression continue des rythmes d'aménagement dans le bassin du fleuve Sénégal par l'OMVS.

- b) étude comparative de l'aménagement en Régie - les avantages et limites en tant que moyen d'intervention des organismes nationaux de développement - et de l'aménagement à l'Entreprise - facteurs techniques et socio-économiques générateurs de la montée des coûts, par les Sociétés de Développement.
- c) rythmes d'aménagement et problèmes fonciers dans le bassin du fleuve Sénégal, par les Sociétés de Développement.
- d) politique de réhabilitation de périmètres dans les programmes à moyen terme d'aménagement hydro-agricoles - fiabilité technique et justifications économiques. Les expériences de la SAED complétées par les autres Sociétés de développement.
- e) la participation paysanne et ses limites dans une stratégie de maîtrise des coûts d'aménagements des périmètres moyens et par les Sociétés de développement.
- f) esquisse d'une étude de l'OMVS sur les coûts réels d'aménagement dans le bassin du fleuve Sénégal, par l'OMVS.
- g) les techniques d'irrigation : aperçu sur quelques types d'aménagement en maîtrise complète de l'eau en Afrique - niveaux comparés des coûts- par la FAO.
- k) aménagement hydro-agricole du bassin du fleuve Sénégal, incidence macro-économique et politique nationale de soutien agricole, par les Etats.
- i) politique de subvention des aménagements et auto-suffisance alimentaire - les bases d'une compensation macro-économique, par les Etats .
- j) les contraintes pour les Entreprises privées de l'évaluation des coûts de soumission des marchés de travaux et les conditions d'une maîtrise des coûts, par les Entreprises.
- k) rythme d'aménagement et crue artificielle à la lumière des plans directeurs d'aménagement, par l'OMVS.

- 1) rythmes d'aménagement et méthode d'évaluation des projets hydro-agricoles, par la BIRD.

- m) aménagements hydro-agricoles : facteurs de coûts et contraintes par les Etats et les Sociétés.

L'audition de ces différentes communications et leur examen à travers deux commissions, l'une chargée des objectifs visés à travers les rythmes d'aménagements dans le bassin du fleuve Sénégal, l'autre

se penchant sur les coûts d'aménagement, ont permis de dégager les recommandations objet du paragraphe 1.3 ci-dessous.

1.3. Recommandations

- a) Accélérer le processus de restructuration des sociétés de développement ;
- b) harmoniser la politique et les méthodes d'intervention des Sociétés pour une meilleure efficience des actions aussi bien au niveau national qu'au niveau régional ;
- c) procéder à l'étude des coûts de production et à l'analyse du niveau de la structure et de l'évolution des subventions accordées par les Etats-membres de l'OMVS ;
- d) harmoniser progressivement les politiques de prix sur toute la Vallée du fleuve Sénégal ;
- e) améliorer la production par une augmentation progressive du prix au producteur et un accroissement des superficies attribuées, permettant la prise en charge progressive par le paysans d'une partie des frais de fonctionnement de l'exploitation ;
- f) assurer une liaison Recherche-Formation-Développement pour une large diffusion et exploitation des acquis de la recherche par les Sociétés de développement en vue d'améliorer les systèmes de production du bassin du fleuve Sénégal.

1.3.1. Recommandations particulières

- a) - la poursuite du désengagement des Sociétés de développement sur certaines activités au profit d'opérateurs en particulier nationaux, pouvant les assumer actuellement de manière satisfaisante et le renforcement des moyens de ces Sociétés pour l'accomplissement de leurs fonctions non encore transférables ;

- b) - l'accentuation des efforts dans la mise en place des contre-parties nationales et l'intervention auprès des bailleurs en vue d'accélérer le processus de mobilisation des fonds.

C - Sur le plan technique

- c1) que les plans directeurs des aménagements à moyen terme soient orientés vers une répartition géographique mieux équilibrée entre rive gauche et rive droite d'une part, entre l'amont et l'aval d'autre part de façon à atteindre progressivement la répartition spatiale idéale nécessaire à la suppression de la crue artificielle.
- c2) que les Sociétés de développement adaptent en conséquence leurs programmes d'études (études préliminaires, avant-projets sommaires et détaillés) afin que la pauvreté du porte-feuille d'études ne soit pas un frein à une répartition judicieuse des aménagements à entreprendre.
- c3) que les Sociétés de développement, bureaux d'ingénieurs-conseils et sources de financement se concertent de façon continue en vue de l'adaptation et de l'amélioration de normes communes d'aménagement.
- d - le développement et l'approbation de la recherche variétale et d'accompagnement pour mieux caler les cycles culturaux et mettre en place des variétés résistantes et adaptées aux milieux écologiques et surtout compatibles dans des assolements favorables à double culture annuelle.
- e) - de prendre en considération la réalité des problèmes fonciers et sociaux sur les aménagements et de considérer que l'application de la loi à elle seule s'avère insuffisante et qu'à défaut de l'adapter, il faut accompagner son application d'une politique d'information, d'animation et de sensibilisation des populations.
- f) - l'amélioration des conditions d'accès aux périmètres existants et l'inclusion dans le plan de financement des aménagements à créer, d'un volet financier pour les voies et moyens d'accès nécessaires à leur desserte.
- g) - le redoublement d'efforts dans le domaine des politiques de formation, d'animation et de responsabilisation des cadres et des paysans afin d'assurer à tous les niveaux, un encadrement suffisant et de qualité pour les besoins aussi bien de l'aménagement que de l'exploitation.

h) - Déroulement des études

tout projet d'aménagement hydroagricole doit être élaboré sur la base d'études très rigoureuses afin de pouvoir embrasser tous les aspects technico-économiques (hydrologique, géotechnique, topographique, pédologique, sociologique, financier et économique.

Il s'avère que la négligence d'un de ces importants aspects peut entraîner l'augmentation des coûts des aménagements et de la durée des études. Les termes de référence des études doivent être définis sur des bases précises et claires.

D'autre part, l'établissement des schémas directeurs d'aménagements harmonisés avec le programme de l'OMVS, et débouchant sur la constitution d'un porte-feuille d'études peut contribuer à la réduction des coûts par une économie d'échelle.

i) - Recherche de financement

très souvent, les études réalisées restent longtemps négligées sans aucun suivi constant par les administrations compétentes. Cet état des choses entraîne l'augmentation des coûts et des retards dans l'octroi des financements. C'est ainsi qu'il s'avère indispensable de renforcer les suivis et la bonne coordination des activités par la désignation d'un chef de projet dès l'initiation de l'étude.

Les engagements pris par les Gouvernements et les Sources de financement doivent être respectés. Très souvent, les contreparties des Etats inscrites dans les accords de financement ne sont pas mobilisées dans les délais contractuels. A cet effet, la Commission recommande que les Etats fassent des efforts dans la programmation des prévisions budgétaires des différentes contreparties des projets.

j) - Conception des projets

L'élaboration des projets hydro-agricoles est effectuée dans la majeure partie des cas sans aucune participation des principaux bénéficiaires c'est-à-dire des paysans. Beaucoup de projets ont connu relativement des échecs.

En outre, les travaux en régie sont généralement générateurs de retards dans la réalisation des travaux.

Les conditions d'une concurrence élargie doivent donc être favorisées. En particulier il faut systématiser les appels d'offre mais aussi susciter la multiplication des entreprises nationales compétitives.

Les délais de paiement doivent être respectés afin d'éviter des retards dans l'acquisition des matériaux et équipements nécessaires à la réalisation des travaux conformément au calendrier prévu.

Il en est de même pour l'accélération des procédures administratives des passations des marchés et des octrois des exonérations des droits de douane et taxes prévues dans les marchés. Ceci permettra d'éviter les réestimation des coûts à priori et de l'augmentation des coûts à postériori.

Il est recommandé aux Etats d'entreprendre un développement harmonieux dans le domaine des infrastructures routières, des communications et de la mise en place des structures d'approvisionnement en vue d'amoindrir les coûts de réalisation. Les modes intermédiaires de réalisation des travaux/entreprises méritent un examen approfondi.

Il est à recommander que :

Les Ingénieurs-Conseils chargés de la surveillance des travaux :

- fournissent des plans de recellement des ouvrages,
- fournissent une étude synthétique des coûts à l'hectare (hectare aménagé et hectare net irrigable) des différents postes des travaux : endiguements généraux, systèmes d'adduction, réseaux d'irrigation, réseaux de drainage, voies de communication, préparation des sols, bâtiments d'exploitation, matériels agricoles... etc).

C'est ainsi qu'il est nécessaire et indispensable de développer des approches sociologiques afin de pouvoir appréhender tous les aspects relatifs à la mobilisation effective des forces vives concernées.

La sensibilisation est une approche susceptible d'être encouragée afin de pouvoir faire comprendre et faire participer nos paysans à leur propre développement.

Tout projet d'aménagement hydro-agricole doit associer les populations concernées dans les différentes étapes de sa conception et de sa réalisation par une information et une formation adéquates.

k - Exécution des travaux

Deux options majeures semblent se dégager dans l'exécution des travaux (aménagement des petits périmètres - maintenance des grands aménagements).

- travaux en régie,
- travaux à l'entreprise.

Les coûts obtenus de part et d'autre des deux rives dans l'exécution des travaux restent encore élevés.

Ceci est dû à plusieurs facteurs dont notamment ;

- le manque de motivation des entreprises publiques non directement orientées par la recherche du profit ;
- les coûts élevés de fonctionnement et de maintenance du matériel et du personnel ;
- le faible volume des travaux à réaliser dans le temps.

Les prix à l'hectare doivent être établis aux conditions de base du marché et donner les taux d'actualisation année par année. Les frais communs éventuels (frais d'installation et de repli des chantiers par exemple) seront répartis entre les différents postes de travaux suivant une clé à proposer.

kl - Participation des paysans

La participation des principaux bénéficiaires à l'exécution des travaux est un moyen susceptible de réduire certains coûts.

Les travaux de défrichage, débroussaillage et d'exécution des canaux et drains quaternaires, diguettes, planage sont adaptés à la capacité des paysans. Les participants à ces travaux peuvent bénéficier de l'assistance vivrière en guise de compensation pour une meilleure mobilisation et initiation dans la maîtrise des techniques de construction des aménagements.

1) - Exploitation des aménagements

Les coûts de l'eau grèvent lourdement les charges d'exploitation. A cet égard, une sensibilisation et une formation des paysans à la gestion de l'eau s'avère nécessaire.

La mise à la disposition à temps aux paysans des facteurs de production et équipements (engrais, semences, pesticides, groupes motopompes) est un élément fondamental dans la réussite de l'exploitation des systèmes de production.

Toutes les opérations relatives aux pratiques culturales pouvant être exécutées par les paysans sont à encourager (semis, repiquage et désherbage..)
La mécanisation de certains travaux doit être engagée judicieusement en tenant compte de tous les acquis de la recherche de petite et moyenne mécanisation.

m - Entretien des aménagements

Une bonne gestion des aménagements nécessite un entretien permanent des réseaux d'irrigation et de drainage. Deux catégories d'entretien peuvent être distinguées : entretien des canaux quaternaires, des drains et diguettes qui peuvent être assurés par les exploitants et entretien des canaux principaux et digues de protection par les Sociétés de développement.

En ce qui concerne les travaux d'entretien assurés par les paysans, il est nécessaire d'établir une surveillance permanente des réseaux d'irrigation et de drainage par la mise en place des équipes au sein des groupements des paysans (colmatage des brèches et la surveillance du passage des animaux).

Les entretiens des canaux principaux et des stations de pompage doivent être assurés par les agences de développement. Il serait judicieux d'inciter les petites entreprises privées à s'installer tout autour des aménagements afin de pouvoir assurer certains entretiens sur des bases contractuelles. Ceci peut entraîner l'allègement des coûts de fonctionnement.

n - Formation

La politique de développement des aménagements hydroagricoles du Bassin du fleuve Sénégal implique une stratégie de formation appropriée, susceptible de toucher la plus grande masse des paysans.

La formation doit, d'une part, être orientée vers la responsabilisation des paysans qui est un élément fondamental dans la maîtrise et l'adaptation des techniques aux besoins du milieu et d'autre part être permanente et intervenir à toutes les phases de la vie du projet.

II. - SEMINAIRE DE FORMATION SUR L'APPLICATION DE LA METHODE DES EFFETS AU PROGRAMME DE L'OMVS

Ce séminaire d'une durée de 3 jours a précédé la mission du Consultant effectuée du 28 août au 27 septembre 1984 dans le cadre du projet RAF/81/059. Le financement dudit séminaire a été assuré par le PNUD, l'OMVS et la GTZ.

La formation s'est concentrée sur deux pôles.

2.1. Organisation Séminaire de formation

Le séminaire destiné aux cadres de l'OMVS, a porté à la fois sur quelques rappels méthodologiques, sur la présentation des supports d'évaluation et de suivi des projets par la méthode des effets et sur l'analyse d'un cas concret.

L'utilisation d'un rétroprojecteur a permis de visualiser les différents concepts et supports, d'expliquer progressivement la méthode des effets, et d'effectuer des retours en arrière à chaque fois que nécessaire. Une cinquantaine de transparents avaient été préparés pour réaliser ce séminaire.

Les thèmes traités ont été successivement les suivants :

- a) - le suivi physique, financier et économique des projets, en phase d'investissement principalement (point développé au chapitre 4 du rapport).
- b) - l'analyse économique des effets des projets : présentation des concepts d'utilisation de la méthode des effets pour évaluer des projets, des produits (filière) ou une grappe de projets (grappe régionale de la vallée du Sénégal). Analyse des effets primaires puis des effets secondaires.
- c) - présentation et discussion de supports nécessaires à l'évaluation des effets des projets :
 - tableau d'échanges interbranches du Sénégal,
 - outils de collecte des données : questionnaire-périmètre et questionnaire-paysan,

- outil d'évaluation des effets : fiches d'évaluation d'un projet agricole.

d) - Etude d'un cas concret (par plusieurs groupes de travail) =
évaluation des effets économiques du périmètre de Dagana

- Présentation des données du cas,
- Remplissage du questionnaire-périmètre,
- Evaluation des effets primaires bruts du projet et répartition de la valeur ajoutée induite entre les agents concernés,
- Discussion puis évaluation de la situation de référence,
- Evaluation des effets primaires nets du projet, puis répartition de la valeur ajoutée nette entre les agents,
- Calculs dans les optiques des balances de paiements (courante et globale).

Ces différentes phases ont fait l'objet de corrigés menés avec l'aide et la critique des groupes de travail.

2.2. Formation sur le tas

Pendant les travaux de conception des supports de collecte de données, et lors de leur utilisation pour évaluation des projets de Dagana, Guédé et Ndombo-Thiago, plusieurs cadres et enquêteurs de la Cellule d'Evaluation et de Planification Continue ont participé de manière très constructive aux différentes phases de collecte et d'évaluation.

Les supports (questionnaires-périmètre et paysan, fiche d'évaluation de projet agricole) ont été amendés pour tenir compte des observations pertinentes du Directeur et des cadres de CEPC.

Ces discussions ont permis de revenir sur l'utilité et la finalité de certains concepts, ainsi que sur les différentes étapes de l'évaluation des projets.

Ensuite, plusieurs cadres de la Cellule ont été associés à la collecte des données de base ainsi qu'à l'évaluation des effets des projets. Une trentaine de paysans ont pu être interviewés.

Il semble d'ores et déjà évident que cet effort de formation devra être poursuivi, tant auprès des enquêteurs, afin d'améliorer et de finaliser la collecte des données qui auprès d'un petit groupe d'évaluateurs (ingénieurs et/ou économistes), en vue de créer et d'utiliser une base de données sur la programmation, le suivi et l'évaluation des projets de la vallée du Sénégal.

III. - SEMINAIRE SUR L'HARMONISATION DE LA CONCEPTION ET DE LA REALISATION DES AMENAGEMENTS HYDRO-AGRIQUES DANS LE BASSIN DU FLEUVE SENEGAL

Ce séminaire, organisé par l'OMVS a eu lieu à Dakar du 21 au 24 août 1986 grâce à un financement conjoint PNUD/OMVS/GTZ.

3.1. But du Séminaire

Il avait pour objectif de mener une réflexion approfondie sur l'élaboration des documents guides, à réviser périodiquement, et qui permettront d'améliorer progressivement la qualité des projets et peut-être d'en diminuer le coût. Ces documents-guides sont :

- pour la conception, le guide du projecteur qui a pour objectif de rassembler et préconiser les normes ou méthodologies d'étude qui ont fait leurs preuves sur l'une des rives du fleuve Sénégal, et utiles aux intervenants qui connaissent mal la région ou aux jeunes ingénieurs et techniciens nationaux.
- pour la réalisation, les documents types de consultation des entreprises servant de base à la rédaction des marchés : cahier des clauses administratives générales (FIDIC), cahier des clauses administratives particulières et cadre du bordereau de prix - détail estimatif.

3.2. Documents de référence

Les documents de base qui ont servi à cette réflexion approfondie sont :

- conception des aménagements hydroagricoles dans la vallée du fleuve Sénégal qui a permis de jeter les bases du guide du projecteur en partant des normes techniques d'aménagement proposées par le GERSAR dans les schémas directeurs que ce bureau d'études a élaboré pour la SAED et la SONADER en 1980 et en 1981.

- cadre de bordereau des prix-détail estimatif
- conditions administratives générales (FIDIC)
- conditions contractuelles administratives particulières (CCAP)
- cahier des clauses techniques particulières (CCTP)

3.3. Recommandations

Les participants au séminaire ont formulé les principales recommandations suivantes :

- a) en matière de conception (et en dehors des éléments qui seront introduits dans le guide du projecteur) :

- Tant qu'il n'y a pas de compétition avec d'autres usages de l'eau du barrage de Manantali, il est intéressant d'améliorer la production des cultures de décrue par des aménagements peu coûteux et s'intégrant dans les aménagements hydro-agricoles futurs en maîtrise totale de l'eau ;

- la gestion de l'eau doit être assurée par les paysans à l'intérieur des unités autonomes d'irrigation (ou quartiers hydrauliques) avec ouvrage de tête permettant de mesurer des débits et commande à l'amont ; par une structure technique compétente entre la station de pompage principale et l'ouvrage de tête du quartier, avec une commande par l'aval.

- Les reconnaissances géotechniques doivent être plus étoffées et plus précises afin de mieux connaître les matériaux disponibles pour la confection des remblais.

- b) en matière de réalisation (et en dehors des éléments qui sont introduits dans les cahiers des charges) :

- Il faut promouvoir la participation d'experts nationaux aux équipes de surveillance des travaux ;

- la participation du Génie militaire à certains travaux doit être encouragée dans certains cas (urgence - endiguement - piste d'accès etc...), de même que la participation paysanne dans d'autres cas (délais suffisants - défrichement etc...)

- Le volume des travaux faisant l'objet d'un même appel d'offres doit être augmenté soit en garantissant un volume de travaux de l'ordre de

A N N E X E 2

DETAIL PROGRAMMES DE FORMATION

Projet RAF/81/059

"Support Institutionnel"

CHAPITRE II

1.2. Rôles et attributions aux différents niveaux du système de pilotage du développement

Dans sa formulation ce chapitre a suscité quelques remarques concernant un éventuel double emploi entre les différentes structures, le séminaire a demandé :

- la reprise de la proposition faite par le comité régional de planification lors de la réunion des 12 et 13 février 1987 relative aux rôles et attributions à préciser entre le CIERDA, la C.P.E., la CIEDI d'une part et le comité régional de planification d'autre part.

- la définition d'emblée dans chaque sous-chapitre des rôles et attributions de la structure considérée. Ainsi pour le sous-chapitre "2-2", comme cela a été souligné dans le rapport, la réunion a confirmé que ce sont les CNP qui doivent élaborer les schémas directeurs sectoriels nationaux et les programmes pluri-annuels. Ils sont en outre responsables du mécanisme de suivi-évaluation multi-sectoriel qui doit alimenter la programmation nationale et permettre sa réactualisation périodique. Au niveau régional on doit essentiellement examiner la cohérence et l'harmonisation des schémas directeurs sectoriels élaborés par les Etats. De la même façon le 5ème alinéa de ce sous-chapitre doit être reformulé pour préciser le rôle du CRP vis à vis des CNP.

- au Haut-Commissariat de veiller à assurer la cohérence entre les nouvelles structures et les comités techniques spécialisés.

- de réaffirmer le principe de création de cellule de suivi-évaluation au sein des Sociétés nationales de développement rural ; il encourage la création là où elle n'existe pas, son maintien et son renforcement là où elle existe. Ces cellules seront les relais privilégiés des CNP pour ce qui est de la fonction de suivi-évaluation de l'agro-sylvo-pastoral.

S'agissant de l'Unité régionale, les participants ont confirmé l'importance de son rôle pour la coordination, l'harmonisation et l'animation du système de pilotage. Ils ont particulièrement insisté sur la nécessité de définir la place de l'Unité régionale au sein du Haut-Commissariat en relation avec la réorganisation envisagée par l'OMVS.

CHAPITRE III : Les organes nationaux de pilotage du développement

Il est apparu à la lecture de ce chapitre que les informations qui y sont contenues méritent parfois d'être mises à jour, ou complétées. Il s'agit notamment de :

Pour le MALI : en plus de corrections de forme, mentionner les structures de pilotage pré-existantes notamment le comité régional de planification de la région de Kayes, le conseil supérieur du plan, la commission nationale du plan et l'important travail de diagnostic déjà réalisé.

Pour la MAURITANIE : citer la Direction des statistiques agricoles comme la structure la mieux indiquée pour le suivi évaluation de l'agro-sylvo-pastoral, et de ramener à de justes proportions la part accordée à la cellule du Ministère du Développement Rural dans le système de pilotage.

Pour le SENEGAL : rappeler brièvement qu'un important travail de sensibilisation au niveau des ministères et au niveau des populations est à la base de la création de la cellule CAB. Par ailleurs le Sénégal a indiqué l'importance à accorder à la procédure de mise en place d'unité nationale (CNP) rattaché à la présidence de la République.

CHAPITRE IV : Bilan de la capacité réelle des organes nationaux face à leurs missions

D'une manière générale, ce chapitre devra tenir compte des informations complémentaires fournies lors de la présente réunion. Le point central des débats était de savoir au niveau de chaque Etat de l'autorité de quel département le CNP et les cellules opérationnelles doivent dépendre. Les délégués sont d'accord pour dire qu'il faut laisser le soin à chaque Etat de définir la place du CNP et que l'accent en étroite collaboration avec toutes les structures concernées par le développement du bassin.

Un schéma de circulation de l'information a été proposé par la délégation du Mali. (voir page 35 du rapport).

CHAPITRE V

Les discussions ont porté essentiellement sur les points suivants :

- les indicateurs à surveiller
- la cohérence entre le présent rapport sur le pilotage du développement et la restructuration de l'OMVS ainsi que la gestion des ouvrages communs
- l'appui de l'Unité régionale aux organes nationaux
- le programme d'activités de l'Unité régionale
- la structure régionale et son avenir.

Les indicateurs à surveiller

Le séminaire a d'abord apporté des précisions et des amendements concernant le rôle de l'Unité régionale. Le séminaire a demandé que les discussions sur les indicateurs à surveiller doivent être finalisées dans le cadre des structures nationales qui seront créées. Néanmoins, les participants estiment qu'il faut adapter cette partie afin qu'elle puisse servir de base de discussions dans le futur lorsque le système de pilotage sera opérationnel dans son ensemble.

L'appui de l'Unité régionale aux organes nationaux

Fort des enseignements de la période passée, le séminaire a estimé que l'Unité régionale devrait dans la phase transitoire apporter son appui à la demande des Etats pour la mise en place des organes nationaux de système de pilotage. Ce renforcement doit être compris dans le sens, d'une assistance temporaire.

Le programme d'activités de l'unité régionale

Il appartiendra à l'Unité régionale constituée en collaboration avec les Etats d'élaborer un tel programme, de produire des rapports d'activités et de les soumettre pour avis au comité régional.

L'avenir de l'Unité régionale

A la suite des explications apportées par le consultant, il est apparu aux participants la nécessité d'une mise en place rapide de l'unité

régionale telle que définie. Cependant, les résultats de l'étude sur la restructuration seront probablement discutés à la fin de l'année 1987.

Pour éviter une rupture éventuelle, le séminaire recommande vivement au Haut-Commissariat de l'OMVS :

- de définir très rapidement la structure au sein du Haut-Commissariat chargée des activités de suivi-évaluation-planification
- de préciser sa contre partie dans la constitution de la future équipe
- de formuler dans les meilleurs délais une requête auprès du PNUD.

Les Etats se sont abstenus de faire des commentaires sur les profils des experts qui doivent constituer l'Unité régionale considérant que cette question doit être traitée dans le cadre de la formulation du nouveau projet.

Le Représentant de la RFA a indiqué que les discussions sur la mise en place de cette unité régionale doivent être précisées dans le cadre de la réorganisation du Haut-Commissariat de l'OMVS.

Concernant la formulation en cours d'un éventuel nouveau projet d'assistance du PNUD/DTCD de l'unité régionale, le séminaire a accepté la proposition du représentant du DTCD consistant à soumettre annuellement pour avis et observations le programme de travail du futur projet.

Un exposé a été fait sur la télédétection par le Haut-Commissariat. Après discussions, le séminaire a demandé : qu'il y ait une large concertation pour déterminer les thèmes à analyser dans le cadre des travaux de l'unité régionale. Les Etats souhaitent par ailleurs recevoir les résultats des études qui seront effectuées. Le séminaire recommande au Haut-Commissariat de continuer son effort dans ce domaine afin de disposer au plan régional d'outils de suivi-évaluation efficaces et maîtrisés au niveau de l'Organisation et des Etats-membres. L'organisation rapide d'une réunion de concertation est vivement souhaitée par les Etats pour la définition des thèmes à traiter par la télédétection.

VI. - FORMATION

La formation dispensée dans le cadre du projet RAF/81/059 "Support Institutionnel" a couvert plusieurs domaines et avec des résultats jugés dans l'ensemble satisfaisants.

6.1. Formation de deux experts traducteurs "nationaux"

C'est une mise à niveau en anglais des deux traducteurs "nationaux" francophones (Malien-Sénégalais). Cette formation s'est opérée dans l'objectif de produire des documents en anglais de bonne qualité à l'intention des bailleurs de fonds OMVS.

Elle a eu lieu à l'Institut culturel américain (DAKAR) pour une durée d'une semaine (du 31.01.84 au 06.12.84).

6.2. Formation d'un expert informaticien "National" (Mauritanien)

Elle a été effectuée dans la perspective de la mise en oeuvre de modèle sur le projet de Répartition des Coûts et Charges du programme de l'OMVS.

Cette formation spécifique a été dispensée auprès de l'Université UTAH (USA) qui était chargée de la réalisation de l'étude de Répartition des Coûts et Charges. Elle a couvert le domaine de l'Informatique et une spécialisation en modèle économique lié au Projet de Répartition des Coûts et Charges (PRCC). Cette formation a durée 3 ans (du 24/09/83 au 30/06/86).

6.3. Voyages d'études

Des voyages d'études ont été également effectués toujours en liaison avec le programme de l'OMVS. C'est ainsi qu'au Maroc le voyage d'études, (du 28/7 au 8/8/83) qui a vu la participation de MM Serigne MBacké NDIAYE, Chef Division Promotion Humaine/OMVS et El Hadj Mamadou MANKA, expert économiste CEPC, a concerné l'expérience de ce pays en matière de crédit agricole.

Au Niger, Mr. Sidi Mohamed SECK, expert géographe/CEPC et Madame FALL expert de l'OMVS ont visité les aménagements hydroagricoles de l'Office National des Aménagements Hydroagricoles (O.N.A.H.) et échangé les expériences dans les domaines du développement coopératif et de crédit agricole avec les techniciens concernés de ce pays.

Aux Etats-Unis, le Directeur des Investissements de l'OMVS a bénéficié en Septembre 1986 d'un cours intensif en anglais d'une durée de 1 mois.

En France plus particulièrement, le Directeur de la Formation et de la Promotion Humaine de l'OMVS a contacté les émigrés ressortissants des trois Etats en vue de s'enquérir d'une part, de leurs problèmes et d'autre part, de définir avec eux les voies et moyens de leurs futurs réinsertion et insertion dans le processus de développement de leur terroir respectif.

6.4. Organisation de séminaires

6.4.1. Séminaire sur la participation paysanne dans le développement

(Kayes/Mali, du 18 au 25 Mai 1982)

Ce séminaire sur le mouvement coopératif a porté sur le thème de formation des formateurs traités de la façon suivante :

- gestion coopérative
- rôle du conseiller agricole vis à vis des organisations paysannes
- mode d'encadrement et responsabilisation paysanne.

6.4.2. Séminaire sur le bilan et les perspectives de la formation Rurale dans le bassin du fleuve Sénégal

(Kaédi/Mauritanie du 15 au 20 Novembre 1982)

Ce séminaire a pour objectif d'identifier le cadre susceptible de favoriser l'accroissement des connaissances des paysans en vue d'une plus grande responsabilisation des communautés rurales. Après lecture et discussion du rapport introductif de l'OMVS et des Communications des Sociétés Nationales de développement rural, les conclusions suivantes ont été dégagées :

Sur le Rapport Introductif de l'OMVS

Les séminaristes ont :

- considéré que l'OMVS doit jouer un rôle de coordination et d'harmonisation des politiques et programmes de formation dans le bassin du fleuve Sénégal.
- invité l'OMVS à redéfinir une stratégie globale de formation conforme aux rythmes d'aménagements agricoles liés aux infrastructures programmées.

Sur les Communications des sociétés nationales de développement

Se référant au caractère hétérogène de la formation dispensée au niveau de ces sociétés, tant au point de vue du contenu que des infrastructures, les séminaristes ont été amenés à formuler les observations suivantes :

- nécessité de redéfinir la notion d'encadreur de base qui, à travers les différents exposés semble revêtir un caractère confus.

- opportunité de se doter d'un outil de formation à l'échelle régionale permettant de mener des actions complémentaires à celles des sociétés de développement.

- nécessité d'une coordination des structures et programmes de formation des Etats membres afin d'éviter des duplications et de favoriser la complémentarité inter-Etatique en matière de formation rurale.

- de la création, si le besoin s'en fait sentir, d'un Institut supérieur du Bassin.

Au terme des discussions autour des trois communications, deux points ont été retenus pour être traités en ateliers, il s'agit de :

- a) Rôle de l'encadreur de base dans le processus de responsabilisation du paysan
- b) les ateliers pédagogiques et les perspectives de la formation rurale.

A l'issue des travaux de ce séminaire, l'OMVS et les Sociétés nationales ont renouvelé leurs vifs remerciements au PNUD pour l'appui financier constant et combien substantiel et efficace qu'il leur apporte pour la tenue de leurs rencontres.

6.4.3. Séminaire sur les ressources humaines et le développement (DAKAR-Gorée/SENEGAL du 24 au 29 Janvier 1983)

Il a été organisé sous l'égide du Haut-Commissariat de l'OMVS avec la collaboration et l'appui du PNUD, du BIT (PECTA) et de l'Université des Mutants de Gorée.

Le séminaire avait notamment pour objet, d'étudier, d'approfondir et de réfléchir sur les deux rapports élaborés et présentés par deux experts consultants du PECTA (BIT) relatifs :

- aux problèmes d'emplois et de formation liés au programme de l'OMVS ;

- aux bilans et perspectives de la promotion humaine dans le cadre de la mise en valeur du fleuve Sénégal, et la création des Ateliers pédagogiques.

Pour le Haut-Commissariat, il s'agissait plus particulièrement :

- a) d'initier alors le cadre susceptible de favoriser l'accroissement tant quantitatif que qualitatif des ressources humaines en vue d'une grande maîtrise du processus de développement intégré du bassin.

- b) d'harmoniser grâce à la coopération inter-étatique, les plans de formation afin d'éviter les duplications et les déséquilibres de formation.

- c) d'entreprendre une action de grande envergure en matière de vulgarisation des techniques nouvelles dans l'ensemble du bassin.

Enfin, il s'agissait d'une manière générale, d'entreprendre un reconditionnement de tout "l'environnement physique" pour sécuriser davantage les populations du bassin en assurant la satisfaction de leurs besoins les plus essentiels. Il se présentait comme une sorte de prolongement du séminaire portant sur la "planification des Ressources Humaines et l'Information sur le marché de l'Emploi dans les pays du Sahel" tenu à Dakar du 4 au 9 Mai 1981, sous l'égide du BIT, de l'Institut du Sahel, OCAM, auquel nous avons été associés.

6.4.4. Séminaire sur l'alphabétisation fonctionnelle (BAMAKO/Mali du 10 au 17 Novembre 1983)

Cette importante réunion est venue à bonne date et des problèmes importants ont été étudiés au cours de cette rencontre entre l'OMVS et les services compétents des Etats-membres. Ces problèmes ont trait à :

- l'harmonisation des méthodes et des systèmes d'alphabétisation
- l'intégration des volets d'alphabétisation dans les différents secteurs du développement
- la mise en oeuvre des structures de coordination à l'échelle sous régionale et nationale
- la politique d'encadrement
- la création des structures communautaires (Institut pluridisciplinaire de recherche et de formation du Bassin).

Le séminaire, qui a été une plate forme d'échanges, d'expériences et de discussions sur les orientations à imprimer aux mesures d'alphabétisation fonctionnelle, a fait des recommandations pertinentes sur :

- les rôles des Gouvernements des Etats-membres et du Haut-Commissariat de l'OMVS ;
- les rapports existants ou à établir entre les services nationaux chargés de l'alphabétisation fonctionnelle, les sociétés ou opérateurs de développement et les collectivités.

6.4.5. Séminaire sur les techniques de communication de masse (du 10 au 21 Février 1984 à NOUAKCHOTT/KIM)

Toujours dans l'optique d'une responsabilisation paysanne plus effective, le séminaire s'est appesanti sur des problèmes fondamentaux que sont :

- le rôle des médias dans les stratégies d'intervention des sociétés nationales de développement,
- la philosophie du programme d'alphabétisation en langues nationales et les rapports de communication écrite/sociétés à traditions orale,
- le rôle et l'impact de la radio éducative rurale,
- la politique d'animation rurale
- les rapports des services d'alphabétisation et des sociétés nationales de développement.

6.4.6. Séminaire sur le crédit agricole (Ndiaye/Saint-Louis Sénégal du 11 au 18 Septembre 1983)

Organisé au Centre de Formation de la SAED à NDiaye, ce séminaire a confirmé l'importance de cette question dans le cadre de la responsabilisation paysanne. Ce qu'il faut signaler ici, c'est qu'outre les échanges sur les différentes expériences des uns et des autres, les délégués des Etats membres ont fait des recommandations pertinentes relatives à la promotion du système du crédit agricole, instrument important dans la politique de revenus des populations rurales.

DETAIL DU FINANCEMENT

PNUD/G.T.Z.

"DANS LE CADRE DU SUPPORT INSTITUTIONNEL"

COUNTRY - REG. AFRICA . PROJNO = RAF 81 059 NO
 TITLE - SUPPORT INSTITUTIONNEL A L'OMVET ASSISTANCE A LA PLANIFICAT

DIVISION - POLICY, PROGRAMMING AND DEVELOPMENT PLANNING
 BRANCH - DEVELOPMENT PLANNING ADVISORY BRANCH
 FIELD OF ACTIVITY - 032 - REGIONAL PLANNING
 SOURCE - UNOP - IP 01 - COUNTRY & INTER-COUNTRY PROG.
 UNOP FINANCED PROJECT
 ASSOCIATED AGENCY. -

GENERAL FIELD OF ACTIVITY - DEV PLANNING, PROJ & POL
 STATUS AS AT 31 MAY 1988

BUDGET ALLOCATIONS BY SOURCE OF FUND AND COMPONENT

BUD LINE	PRIOR MM	--1988 BUDGET	--1988 MM	BUDGET	--1989 MM	BUDGET	--1990 MM	BUDGET	--1991 MM	BUDGET	LINE MM	TOTAL BUDGET	DESCRIPTION
1000 - PERSONNEL COMPONENT FOR SOURCE OF FUND IP													
1101	22.0	160653	.0		.0		.0		.0		22.0	160653	CONSEILLER TECH.PRINCIPAL
1102	14.0	87340	.0		.0		.0		.0		14.0	87340	EXPERT EN PLANIF.
1103	48.0	221441	.0		.0		.0		.0		48.0	221441	EXPERT TRADUCTEUR
1104	24.0	140753	.0		.0		.0		.0		24.0	140753	ADMINISTRATEUR
1105	21.5	213686	1.5	17250	.0		.0		.0		23.0	230936	CONSULTANTS
1300	.0	445439	.0	30000	.0		.0		.0		.0	475439	ADM. PERSONNEL
1500	.0	110933	.0	12000	.0		.0		.0		.0	122933	VOYAGES OFFICIELS
1612	.0	24711	.0	3000	.0		.0		.0		.0	27711	MISSION COSTS
1632	.0	19657	.0	3000	.0		.0		.0		.0	22657	MISSION COSTS
1701	.0	17836	.0		.0		.0		.0		.0	17836	TRADUCTEUR
1702	2.5	6000	.0		.0		.0		.0		2.5	6000	EXPERT INFORMATIQUE
1703	.0	14828	.0		.0		.0		.0		.0	14828	TRADUCTEUR
1704	24.0	114857	.0		.0		.0		.0		24.0	114857	EXPERT IN PLANIFICATION
1705	16.3	45299	.0		.0		.0		.0		16.3	45299	ADMINISTRATOR
1706	6.5	7314	.0		.0		.0		.0		6.5	7314	NATIONAL PROF.-CONS./TRADU
1707	9.0	13639	.0		.0		.0		.0		9.0	13639	TRADUCTEUR IV

06 JUN 1988

UNITED NATIONS - DEPARTMENT OF TECHNICAL CO-OPERATION FOR DEVELOPMENT

REPORT 002

- PAGE 001675

COUNTRY - REG. AFRICA PROJNO = RAF 81 059 NO
 TITLE - SUPPORT INSTITUTIONNEL A L'OMVET ASSISTANCE A LA PLANIFICAT

GENERAL FIELD OF ACTIVITY - DEV PLANNING, PROJ & POL
 STATUS AS AT 31 MAY 1988

DIVISION - POLICY, PROGRAMMING AND DEVELOPMENT PLANNING
 BRANCH - DEVELOPMENT PLANNING ADVISORY BRANCH
 FIELD OF ACTIVITY - 032 - REGIONAL PLANNING
 SOURCE - UNDP - IP 01 - COUNTRY & INTER-COUNTRY PROG.
 UNDP FINANCED PROJECT
 ASSOCIATED AGENCY -

BUDGET ALLOCATIONS BY SOURCE OF FUND AND COMPONENT

BUD LINE	PRIOR MM	--1988 BUDGET	--1988 MM	--1988 BUDGET	--1989 MM	--1989 BUDGET	--1990 MM	--1990 BUDGET	--1991 MM	--1991 BUDGET	LINE MM	TOTAL BUDGET	DESCRIPTION
2101	.0		.0	30000	.0		.0		.0		.0	30000	SUB-CONTRACTS
2900	.0		.0	30000	.0		.0		.0		.0	30000	COMPONENT TOTAL- SUB CONTR
3000													
- FELLOW COMPONENT FOR SOURCE OF FUND IP													
3100	.0		.0		.0		.0		.0		.0		
3101	18.0	62050	.0		.0		.0		.0		.0		F/S
3102	.0	-9847	.0		.0		.0		.0		18.0	62050	F/S - DEYINE, O.M.
3103	.0	-9201	.0		.0		.0		.0		.0	-9847	F/S
3200	.0	179257	.0	13334	.0		.0		.0		.0	-9201	F/S
3201	12.3	45697	.0		.0		.0		.0		.0	192591	FORMATION DE GROUPE
3900	30.3	267956	.0	13334	.0		.0		.0		12.3	45697	GROUP TRAINING
							.0		.0		30.3	281290	COMPONENT TOTAL- FELLOW
4000													
- EQUIPMENT COMPONENT FOR SOURCE OF FUND IP													
4100	.0	34536	.0	4000	.0		.0		.0		.0	38536	EXPENDABLE EQUIP.
4200	.0	188589	.0		.0		.0		.0		.0	188589	NON-EXPENDABLE
4900	.0	223125	.0	4000	.0		.0		.0		.0	227125	COMPONENT TOTAL- EQUIPMENT

06 JUN 1988

UNITED NATIONS - DEPARTMENT OF TECHNICAL CO-OPERATION FOR DEVELOPMENT

REPORT 002

PAGE 001676

COUNTRY - REG. AFRICA PROJNO = RAF 81 059 NO
 TITLE - SUPPORT INSTITUTIONNEL A L'OMVET ASSISTANCE A LA PLANIFICAT

DIVISION - POLICY, PROGRAMMING AND DEVELOPMENT PLANNING
 BRANCH - DEVELOPMENT PLANNING ADVISORY BRANCH
 FIELD OF ACTIVITY - 032 - REGIONAL PLANNING
 SOURCE - UNDP - IP 01 - COUNTRY & INTER-COUNTRY PROG.
 UNDP FINANCED PROJECT
 ASSOCIATED AGENCY -

GENERAL FIELD OF ACTIVITY - DEV PLANNING, PROJ & POL
 STATUS AS AT 31 MAY 1988

BUDGET ALLOCATIONS BY SOURCE OF FUND AND COMPONENT

BUD LINE	PRIOR MM	--1988 BUDGET	--1988 MM	--1988 BUDGET	--1989 MM	--1989 BUDGET	--1990 MM	--1990 BUDGET	--1991 MM	--1991 BUDGET	LINE MM	TOTAL BUDGET	DESCRIPTION
5000 - MISCELLANEOUS COMPONENT FOR SOURCE OF FUND IP													
5100	.0	210266	.0	28000	.0		.0		.0		.0	238266	OPER. & MAINT. OF EQUIP. /
5200	.0	15311	.0	11071	.0		.0		.0		.0	26382	REPORTING COSTS
5300	.0	85887	.0	7000	.0		.0		.0		.0	92887	SUNDRY
5900	.0	311464	.0	46071	.0		.0		.0		.0	357535	COMPONENT TOTAL- MISCELLAN
	311.7	2550816	67.5	260671	.0		.0		.0		379.2	2811487	SOURCE OF FUND TOTAL- IP
9900	311.7	2550816	67.5	260671	.0		.0		.0		379.2	2811487	PROJECT TOTAL

EXPENDITURES, OBLIGATIONS, MAN-MONTHS AND ASSIGNMENT DATA FOR PROJECT RAF 81 059 NO

PAGE 001678

BUD LINE	KEY CODE	PRIOR 1988 EXPENDITURE	1988 EXP	1988 OBL	MM 88	FUTUR OBL	NAME	NAT LTY	START DATE	ENDING DATE	HOST CTRY
1706	00	.00	.00	.00	.0	.00	JAGNE, BABACAR	SEN	260585	080685	
1706	01	.00	.00	.00	.0	.00	DIAGNE, BABACAR	SEN	151085	310386	
1706	02	.00	.00	.00	.0	.00	DIAGNE, BABACAR	SEN	010186	310386	
1707		13638.82	.00	.00	.0	.00					
1707	01	.00	.00	.00	.0	.00	DIAGNE, BABACAR	SEN	010486	311286	
1708		13627.55	.00	.00	.0	.00					
1708	01	.00	.00	.00	.0	.00	BERTHE, MODIAN	MLI	010486	300686	
1708	02	.00	.00	.00	.0	.00	BERTHE, MODIAN	MLI	130886	311286	
1711		.00	.00	11400.00	.0	.00					
1711	01	.00	.00	.00	5.0	.00	NANKA	SEN	010188	300688	
1712		.00	.00	10800.00	.0	.00					
1712	01	.00	.00	.00	5.0	.00	SIDIBE	MLI	010188	300688	
1713		.00	.00	10200.00	.0	.00					
1713	01	.00	.00	.00	5.0	.00	DIA	SEN	010188	300688	
1714		.00	.00	10200.00	.0	.00					
1714	01	.00	.00	.00	5.0	.00	SARR	SEN	010188	300688	
1715		.00	.00	4500.00	.0	.00					
1715	01	.00	.00	.00	5.0	.00	TRAORE	MLI	010188	300688	
1716		.00	.00	4500.00	.0	.00					
1716	01	.00	.00	.00	5.0	.00	BAKHOUM	SEN	010188	300688	
1717		.00	.00	4500.00	.0	.00					
1717	01	.00	.00	.00	5.0	.00	NDAO	SEN	010188	300688	
1718		.00	.00	4500.00	.0	.00					
1718	01	.00	.00	.00	5.0	.00	NIASSE	SEN	010188	300688	
1719		.00	.00	4500.00	.0	.00					
1719	01	.00	.00	.00	5.0	.00	N'DIAYE LAMINE	SEN	010188	300688	
1720		.00	.00	10200.00	.0	.00					
1720	01	.00	.00	.00	5.0	.00	SIDI SECK	SEN	010188	300688	
1721		.00	.00	.00	.0	.00					
1722		.00	.00	22050.00	.0	.00					
1722	01	.00	.00	.00	5.0	.00	DIOP, ASSANE	SEN	010188	300688	
1742		90256.80	.00	4666.00	.0	.00					
1742	01	.00	.00	.00	.0	.00	YACOUBA, SANOU	SEN	030484	150784	
1742	02	.00	.00	.00	.0	.00	HAMADY, SOUCOUNA	SEN	030484	150784	
1742	03	.00	.00	.00	.0	.00	AMIDOU, TRAORE	SEN	030484	150784	
1742	04	.00	.00	.00	.0	.00	MOUSA, KANE	SEN	030484	150784	
1742	05	.00	.00	.00	.0	.00	CAMARA, IDRISSE	SEN	010284	150784	
1742	06	.00	.00	.00	.0	.00	PAYE, HABIB	SEN	010284	150784	
1742	07	.00	.00	.00	.0	.00	SECK, FATOU H.	SEN	010284	150784	
1742	08	.00	.00	.00	.0	.00	DIALLO, Khardiata	SEN	100284	150784	
1742	09	.00	.00	.00	.0	.00	N'DIAYE, AMADOU L.	SEN	110484	110484	

BUD LINE	KEY CODE	PRIOR 1988 EXPENDITURE	1988 EXP	1988 OBL	MM 88	FUTUR OBL	NAME	NAT LTY	START DATE	ENDING DATE	HOST CTRY
1742	10	.00	.00	.00	.0	.00	DIAKHOUMPA, MOKHTAR	SEN	110484	150784	
1742	11	.00	.00	.00	.0	.00	DIACK, AYE	SEN	010484	150784	
1742	12	.00	.00	.00	.0	.00	SALL, M.	SEN	011285	280286	
1742	13	.00	.00	.00	.0	.00	SOW, M.	SEN	011285	280286	
1742	14	.00	.00	.00	.0	.00	DIA, S.	SEN	011285	280286	
1742	15	.00	.00	.00	.0	.00	DIALLO, Y.	SEN	010285	191285	
1742	16	.00	.00	.00	.0	.00	BOUBAKAR, BA	SEN	010386	150486	
1742	17	.00	.00	.00	.0	.00	BADJI, B.	SEN	010186	280286	
1742	18	.00	.00	.00	.0	.00	SIDIBE, O.	SEN	010186	280286	
1742	19	.00	.00	.00	.0	.00	CAMARA, I.	SEN	010186	280286	
1742	20	.00	.00	.00	.0	.00	NDIAYE, A.	SEN	010186	280286	
1742	21	.00	.00	.00	.0	.00	DIALLO, A.	SEN	010186	280286	
1742	22	.00	.00	.00	.0	.00	DIALLO, Y.	SEN	010186	200186	
1742	23	.00	.00	.00	.0	.00	DIONG, ALIOU	SEN	150586	300686	
1742	24	.00	.00	.00	.0	.00	DIAKHOUMPA, MOCTAR	SEN	150586	300686	
1742	25	.00	.00	.00	.0	.00	DIACK, AYE	SEN	010686	310886	
1742	26	.00	.00	.00	.0	.00	SIDIBE, OMAR	SEN	010686	310786	
1742	27	.00	.00	.00	.0	.00	DJIKINE, SALIF	SEN	010686	310786	
1742	28	.00	.00	.00	.0	.00	BADJI, BAKARI	SEN	010686	310786	
1742	29	.00	.00	.00	.0	.00	DIALLO, KHARDIATA	SEN	010686	310786	
1742	30	.00	.00	.00	.0	.00	DJIGALI, ANSOUMANA	SEN	150686	150786	
1742	31	.00	.00	.00	.0	.00	NIANG, AMADOU FALILLOU	SEN	150686	150786	
1742	32	.00	.00	.00	.0	.00	CONDE, IBRAHIMA	SEN	150686	150986	
1742	33	.00	.00	.00	.0	.00	SOMARE, FATOUMATA	MLI	010686	301186	
1742	34	.00	.00	.00	.0	.00	SIDIBE, SIDIKI	MLI	010686	301186	
1742	35	.00	.00	.00	.0	.00	DIABIRA, DJOUDOUNDA	MLI	010686	301186	
1742	36	.00	.00	.00	.0	.00	MOCTAR MBARECK ISLEMOU	MAU	010786	120786	
1742	37	.00	.00	.00	.0	.00	AHMED SALOUM O/NIT BRAL	MAU	010786	120786	
1742	38	.00	.00	.00	.0	.00	MOHAMED O. AHMED SALEM	MAU	010786	120786	
1742	39	.00	.00	.00	.0	.00	MOHAMED O. MOCTAR	MAU	010786	120786	
1742	40	.00	.00	.00	.0	.00	AMADOU BA BA	MAU	010787	120786	
1742	41	.00	.00	.00	.0	.00	ABDELLAHI O/RABAH	MAU	010786	120786	
1742	42	.00	.00	.00	.0	.00	SIDI O/AHMED	MAU	010786	120786	
1742	43	.00	.00	.00	.0	.00	MAMADOU LO	MAU	010786	120786	
1742	44	.00	.00	.00	.0	.00	MOHAMED O/ELEMINI	MAU	010786	120786	
1742	45	.00	.00	.00	.0	.00	MOHAD O/AHMEDI	MAU	010786	120786	
1742	46	.00	.00	.00	.0	.00	MAHAMEDOU DEMBA GAYE	MAU	010786	120786	
1742	47	.00	.00	.00	.0	.00	IBRAHIMA KAMARA	MAU	010786	120786	
1742	48	.00	.00	.00	.0	.00	ABDALAH O/AHMED	MAU	010786	120786	
1742	49	.00	.00	.00	.0	.00	MOHAMED O/DAH	MAU	010786	120786	
1742	50	.00	.00	.00	.0	.00	DAMBALA NOMOKO	SEN	010786	120786	

EXPENDITURES, OBLIGATIONS, MAN-MONTHS AND ASSIGNMENT DATA FOR PROJECT RAF 81 059 NO

PAGE 001680

BUD LINE	KEY CODE	PRIOR 1988 EXPENDITURE	1988 EXP	1988 OBL	MM 88	FUTUR OBL	NAME	NAT LTY	START DATE	ENDING DATE	HOST CTRY
1742	51	.00	.00	.00	.0	.00	LAMINE GUEYE	SEN	010786	120786	
1742	52	.00	.00	.00	.0	.00	ALFRED FAYE	SEN	010786	120786	
1742	53	.00	.00	.00	.0	.00	MARIETOU DIENG	SEN	010786	120786	
1742	54	.00	.00	.00	.0	.00	CHEIK TIDIANE NIANG	SEN	010786	120786	
1742	55	.00	.00	.00	.0	.00	CHEIKH TIDIANE DIAKHATE	SEN	010786	120786	
1742	56	.00	.00	.00	.0	.00	ABDOULAYE DIAKHATE	SEN	010786	120786	
1742	57	.00	.00	.00	.0	.00	DIOUF ALASSANE	SEN	010786	120786	
1742	58	.00	.00	.00	.0	.00	BIRAHIM DIALLO	SEN	010786	120786	
1742	59	.00	.00	.00	.0	.00	ALASSANE NGUER	SEN	010786	120786	
1742	60	.00	.00	.00	.0	.00	ANSOUMANA DJIGALY	SEN	010786	120786	
1742	61	.00	.00	.00	.0	.00	CHEIKH DIAFFRE KAMARA	SEN	010786	120786	
1742	62	.00	.00	.00	.0	.00	MOCTAR GUEYE	SEN	010786	120786	
1742	63	.00	.00	.00	.0	.00	SEYDOU DIALLO	SEN	010786	120786	
1742	64	.00	.00	.00	.0	.00	DJIBY SARR	SEN	010786	120786	
1742	65	.00	.00	.00	.0	.00	EL HADJI SECK	SEN	010786	120786	
1742	66	.00	.00	.00	.0	.00	DEMBA DIALLO	SEN	010786	120786	
1742	67	.00	.00	.00	.0	.00	CHEIKH TIDIANE NDIAYE	SEN	010786	120786	
1742	68	.00	.00	.00	.0	.00	ABDOU AZIZ DIOUF	SEN	010786	120786	
1742	69	.00	.00	.00	.0	.00	CHEIKH WANE	SEN	010786	120786	
1742	70	.00	.00	.00	.0	.00	ADAMA FALL	SEN	010786	120786	
1742	71	.00	.00	.00	.0	.00	MAMADOU LAMINE NDIAYE	SEN	010786	120786	
1742	72	.00	.00	.00	.0	.00	ASSANE NIASSE	SEN	010786	120786	
1742	73	.00	.00	.00	.0	.00	BADARA GUEYE	SEN	010786	120786	
1742	74	.00	.00	.00	.0	.00	BASSIROU NDOYE	SEN	010786	120786	
1742	75	.00	.00	.00	.0	.00	AMADOU DIALLO	SEN	010786	120786	
1742	76	.00	.00	.00	.0	.00	IDRISSA CAMARA	SEN	010786	300986	
1742	77	.00	.00	.00	.0	.00	ABDOULAYE MANKA	SEN	010786	310886	
1742	78	.00	.00	.00	.0	.00	THEODORE ADAMS	SEN	010786	300986	
1742	79	.00	.00	.00	.0	.00	BAMBA FACO	MLI	010786	310886	
1742	80	.00	.00	.00	.0	.00	SECK OUSMANE	SEN	010786	300986	
1742	81	.00	.00	.00	.0	.00	ASSANE TRAORE	SEN	010786	310886	
1900		1748270.98	16088.90	128618.00	55.0	.00	COMPONENT TOTAL- PERSONNEL				

2000	- SUB CONTRACT COMPONENT FOR SOURCE OF FUND IP										
2101		.00	.00	.00	.0	.00					
2900		.00	.00	.00	.0	.00	COMPONENT TOTAL- SUB CONTRACT				

3000	- FELLOW COMPONENT FOR SOURCE OF FUND IP										
3100		.00	.00	.00	.0	.00					
3101		62050.24	.00	.00	.0	.00					
3101	01	.00	.00	.00	.0	.00	DEYINE, OULD M	MAU	240983	300686	USA

EXPENDITURES, OBLIGATIONS, MAN-MONTHS AND ASSIGNMENT DATA FOR PROJECT RAF 81 059 NO

PAGE 001681

BUD LINE	KEY CODE	PRIOR 1988 EXPENDITURE	1988 EXP	1988 OBL	MM 88	FUTUR OBL	NAME	NAT LTY	START DATE	ENDING DATE	HOST CTRY
3102		-9847.00	.00	.00	.0	.00					
3103		-9201.00	.00	.00	.0	.00					
3200		187024.22	.00	.00	.0	.00					
3200	01	.00	.00	.00	.0	.00	MOUSTAPHA OULD MAOULOUD	SEN	010282	150282	USA
3200	02	.00	.00	.00	.0	.00	BA, MAMADOU	SEN	200182	250182	MLI
3200	03	.00	.00	.00	.0	.00	KEITA, FOUNEKE	MLI	031082	051082	FRA
3200	04	.00	.00	.00	.0	.00	TOCKA	MAR	151182	201182	MAR
3200	05	.00	.00	.00	.0	.00	OULD VETEN	MAR	151182	201182	MAR
3200	06	.00	.00	.00	.0	.00	WANE	MAR	151182	201182	MAR
3200	07	.00	.00	.00	.0	.00	DIOP	MAR	151182	201182	MAR
3200	08	.00	.00	.00	.0	.00	TOURE	MAR	151182	201182	MAR
3200	09	.00	.00	.00	.0	.00	NANSIS	MAR	151182	201182	MAR
3200	10	.00	.00	.00	.0	.00	TRAORE	MAR	151182	201182	MAR
3200	11	.00	.00	.00	.0	.00	AYHITT	MAR	151182	201182	MAR
3200	12	.00	.00	.00	.0	.00	WANE	MAR	151182	201182	MAR
3200	13	.00	.00	.00	.0	.00	NDIAYE	MAR	151182	201182	MAR
3200	14	.00	.00	.00	.0	.00	SY	MAR	151182	201182	MAR
3200	15	.00	.00	.00	.0	.00	SECK	MAR	151182	201182	MAR
3200	16	.00	.00	.00	.0	.00	BA	MAR	151182	201182	MAR
3200	17	.00	.00	.00	.0	.00	DNIAYE	MAR	151182	201182	MAR
3200	18	.00	.00	.00	.0	.00	LY OUMAR, E	MAU	291182	021282	SEN
3200	19	.00	.00	.00	.0	.00	DIALLO, ADAMA	MAU	291182	021282	SEN
3200	20	.00	.00	.00	.0	.00	BA, SAMBA	MAU	291182	021282	SEN
3200	21	.00	.00	.00	.0	.00	DIALLO, AHMED Y	MAU	291182	021282	SEN
3200	22	.00	.00	.00	.0	.00	BARRY, OURI	MLI	291182	021282	SEN
3200	23	.00	.00	.00	.0	.00	COULIBALY, MORY	MLI	291182	021282	SEN
3200	24	.00	.00	.00	.0	.00	TOURE, C	MLI	291182	021282	SEN
3200	25	.00	.00	.00	.0	.00	BAMBA, ALIOU	MLI	291182	021282	SEN
3200	26	.00	.00	.00	.0	.00	BA, N'GARBA	SEN	291182	021282	SEN
3200	27	.00	.00	.00	.0	.00	FALL, MADIOR	SEN	291182	021282	SEN
3200	28	.00	.00	.00	.0	.00	DIENG, N'DIAGA	SEN	291182	021282	SEN
3200	29	.00	.00	.00	.0	.00	DIA, ABDOU	SEN	291182	021282	SEN
3200	30	.00	.00	.00	.0	.00	BABA, M	SEN	291182	021282	SEN
3200	31	.00	.00	.00	.0	.00	WANE, M	SEN	291182	021282	SEN
3200	32	.00	.00	.00	.0	.00	KANE	SEN	291182	021282	SEN
3200	33	.00	.00	.00	.0	.00	SIDATT, M	MAU	250582	270582	SEN
3200	34	.00	.00	.00	.0	.00	KANE, M A	MAU	250582	270582	SEN
3200	35	.00	.00	.00	.0	.00	TRAORE, G	MLI	250582	270582	SEN
3200	36	.00	.00	.00	.0	.00	KABA, S	MLI	250582	270582	SEN
3200	37	.00	.00	.00	.0	.00	DRAVE, E H	MLI	250582	270582	SEN
3200	38	.00	.00	.00	.0	.00	DIA, ABDOU	SEN	250582	270582	SEN

BUD LINE	KEY CODE	PRIOR 1988 EXPENDITURE	1988 EXP	1988 OBL	MM 88	FUTUR OBL	NAME	NAT LTY	START DATE	ENDING DATE	HOST CTRY
3200	39	.00	.00	.00	.0	.00	SARR, P.M.	SEN	170183	160283	FRA
3200	40	.00	.00	.00	.0	.00	WANE, M.	*	090583	140583	ETH
3200	41	.00	.00	.00	.0	.00	NDIAYE, S.M.	SEN	150783	250783	MOR
3200	42	.00	.00	.00	.0	.00	SECK, SIDY M.	SEN	150783	250783	MOR
3200	43	.00	.00	.00	.0	.00	MANKA, MAMADOU	SEN	031083	121083	NER
3200	44	.00	.00	.00	.0	.00	DIENG, Y. (MS)	SEN	031083	121083	NER
3200	45	.00	.00	.00	.0	.00	KONARE	MLI	110883	130883	SEN
3200	46	.00	.00	.00	.0	.00	HABBOT, MOHD.	MAU	110883	130883	SEN
3200	47	.00	.00	.00	.0	.00	NEMA, EL MAHMOUD	MAU	110883	130883	SEN
3200	48	.00	.00	.00	.0	.00	KEITA, NANCAMAN	MLI	110883	130883	SEN
3200	49	.00	.00	.00	.0	.00	DIALLO, FODE	MLI	110883	130883	SEN
3200	50	.00	.00	.00	.0	.00	COLY, SAADIBOU	MAU	110883	130883	SEN
3200	51	.00	.00	.00	.0	.00	DIALLO, FODE	MLI	051283	111283	SEN
3200	52	.00	.00	.00	.0	.00	KEITA, NANKOMAN	MLI	051283	111283	SEN
3200	53	.00	.00	.00	.0	.00	TRAORE, SAMBOU	MLI	051283	111283	SEN
3200	54	.00	.00	.00	.0	.00	SIDIBE, KHASSOUM	MLI	051283	111283	SEN
3200	55	.00	.00	.00	.0	.00	LEMINE OULD ABDI, M	MAU	051283	111283	SEN
3200	56	.00	.00	.00	.0	.00	OULD HABOTT, M	MAU	051283	111283	SEN
3200	57	.00	.00	.00	.0	.00	SOULEIMANE, SOW	MAU	051283	111283	SEN
3200	58	.00	.00	.00	.0	.00	FALL, OUMAR	MAU	051283	111283	SEN
3200	59	.00	.00	.00	.0	.00	DIENG, DIAME	SEN	051283	111283	SEN
3200	60	.00	.00	.00	.0	.00	GUEYE, MASSATA	SEN	051283	111283	SEN
3200	61	.00	.00	.00	.0	.00	DIA, ABDOU	SEN	051283	111283	SEN
3200	62	.00	.00	.00	.0	.00	TOP, BABA	SEN	051283	111283	SEN
3200	63	.00	.00	.00	.0	.00	OULD AHMED, M.B.	*	051283	111283	SEN
3200	64	.00	.00	.00	.0	.00	WANE, MAMADOU	*	051283	111283	SEN
3200	65	.00	.00	.00	.0	.00	SY, ALIOUNE	*	051283	111283	SEN
3200	66	.00	.00	.00	.0	.00	OULD HAMDINOU, A	*	051283	111283	SEN
3200	67	.00	.00	.00	.0	.00	KANE, ABDOUL M	MAU	191283	281283	MAU
3200	68	.00	.00	.00	.0	.00	TANDIANG, M	MAU	191283	281283	MAU
3200	69	.00	.00	.00	.0	.00	DIOP, ADAMA	MAU	191283	281283	MAU
3200	70	.00	.00	.00	.0	.00	TRAORE, SAMBOU	MLI	191283	281283	MAU
3200	71	.00	.00	.00	.0	.00	TRAORE, ABDOULAYE	MLI	191283	281283	MAU
3200	72	.00	.00	.00	.0	.00	DIARRA, B	MLI	191283	281283	MAU
3200	73	.00	.00	.00	.0	.00	NDIAYE, AMADOU	SEN	191283	281283	MAU
3200	74	.00	.00	.00	.0	.00	DIAO, MAGATTE	SEN	191283	281283	MAU
3200	75	.00	.00	.00	.0	.00	MOKTAR SALL, A	SEN	191283	281283	MAU
3200	76	.00	.00	.00	.0	.00	SECK, SIDY M.	SEN	191283	281283	MAU
3200	77	.00	.00	.00	.0	.00	WANE, M.A.	*	191283	281283	MAU
3200	78	.00	.00	.00	.0	.00	DIENG, F.Y. (MS)	*	191283	281283	MAU
3200	79	.00	.00	.00	.0	.00	NDIAYE, S.M.	*	191283	281283	MAU

EXPENDITURES, OBLIGATIONS, MAN-MONTHS AND ASSIGNMENT DATA FOR PROJECT RAF 81 059 NO

PAGE 001683

BUD LINE	KEY CODE	PRIOR 1988 EXPENDITURE	1988 EXP	1988 OBL	MM 88	FUTUR OBL	NAME	NAT LTY	START DATE	ENDING DATE	HOST CTRY
3200	80	.00	.00	.00	.0	.00	CISSE, ABDOUL S.	*	191283	281283	MAU
3200	81	.00	.00	.00	.0	.00	OULD MAOULOUD, M	SEN	140284	240284	ZAI
3200	82	.00	.00	.00	.0	.00	WANE, D	SEN	310184	060284	SEN
3200	83	.00	.00	.00	.0	.00	KOITA, DIOULDE	SEN	310184	060284	SEN
3200	84	.00	.00	.00	.0	.00	MBENGUE, ISSA	SEN	310184	060284	SEN
3200	85	.00	.00	.00	.0	.00	KANDE, MAMADOU	SEN	310184	060284	SEN
3200	86	.00	.00	.00	.0	.00	KEITA, MAMADOU	SEN	310184	060284	SEN
3200	87	.00	.00	.00	.0	.00	NDIAYE, SAMABA	SEN	310184	060284	SEN
3200	88	.00	.00	.00	.0	.00	MRS. CISSE	SEN	310184	060284	SEN
3200	89	.00	.00	.00	.0	.00	DIOP, ASSANE	MAU	050484	190484	FRA
3200	90	.00	.00	.00	.0	.00	WANE, MAMADOU	SEN	190484	030584	FRA
3200	91	.00	.00	.00	.0	.00	MANKA, M	SEN	060884	080884	SEN
3200	92	.00	.00	.00	.0	.00	MOHAMED SECK, S	SEN	060884	080884	SEN
3200	93	.00	.00	.00	.0	.00	SIDIBE, B	SEN	060884	080884	SEN
3200	94	.00	.00	.00	.0	.00	SENGHOR, G	SEN	060884	080884	SEN
3200	95	.00	.00	.00	.0	.00	KANE, RACINE	SEN	210185	200285	FRA
3200	96	.00	.00	.00	.0	.00	OULD BOUBACAR, S	SEN	010685	300685	USA
3200	97	.00	.00	.00	.0	.00	WANE, MAMADOU A.	SEN	010785	070785	SWI
3200	98	.00	.00	.00	.0	.00	BA, OUMAR	SEN	150885	150985	USA
3201		37929.48	.00	.00	.0	.00					
3201	01	.00	.00	.00	.0	.00	DIOP, SEM S.Y.	SEN	240186	020286	FRA
3201	02	.00	.00	.00	.0	.00	KEITA, FOUNEKE	MLI	240186	170186	FRA
3201	03	.00	.00	.00	.0	.00	MOHAMED, SIDY	MAU	240186	150186	FRA
3201	04	.00	.00	.00	.0	.00	SALL, DJIBRIL	SEN	160286	240286	SEN
3201	05	.00	.00	.00	.0	.00	N'DIAYE, LATYR	SEN	160286	240286	SEN
3201	06	.00	.00	.00	.0	.00	DIOP, MOR	SEN	160286	240286	SEN
3201	07	.00	.00	.00	.0	.00	N'DAW, ABABACAR	SEN	160286	240286	SEN
3201	08	.00	.00	.00	.0	.00	N'DIAYE, MOHIM	SEN	160286	240286	SEN
3201	09	.00	.00	.00	.0	.00	BAJDI, MOUSSA	SEN	160286	240286	SEN
3201	10	.00	.00	.00	.0	.00	WANE, MAMADOU A.	SEN	160286	240286	SEN
3201	11	.00	.00	.00	.0	.00	CHEIKH BENENI, B	MAU	160286	240286	SEN
3201	12	.00	.00	.00	.0	.00	DIOP, ASSANE	MAU	160286	240286	SEN
3201	13	.00	.00	.00	.0	.00	BA, MAMADOU	MAU	160286	240286	SEN
3201	14	.00	.00	.00	.0	.00	SY, ALIOUNE	MAU	160286	240286	SEN
3201	15	.00	.00	.00	.0	.00	CISSE, OUSMANE	MLI	160286	240286	SEN
3201	16	.00	.00	.00	.0	.00	KOUNTA, A.O.	MAU	160286	240286	SEN
3201	17	.00	.00	.00	.0	.00	TANDIA, M	MAU	160286	240286	SEN
3201	18	.00	.00	.00	.0	.00	OULD ELBOU, S	MAU	160286	240286	SEN
3201	19	.00	.00	.00	.0	.00	LA, HAMADY	MAU	160286	240286	SEN
3201	20	.00	.00	.00	.0	.00	BRYBOUK, C	MAU	160286	240286	SEN
3201	21	.00	.00	.00	.0	.00	DIARRA, MAMADOU	MAU	160286	240286	SEN

EXPENDITURES, OBLIGATIONS, MAN-MONTHS AND ASSIGNMENT DATA FOR PROJECT RAF 81 059 NO

PAGE 001684

BUD LINE	KEY CODE	PRIOR 1988 EXPENDITURE	1988 EXP	1988 OBL	MM 88	FUTUR OBL	NAME	NAT LTY	START DATE	ENDING DATE	HOST CTRY
3201	22	.00	.00	.00	.0	.00	OULD HEVEBI, C	MAU	160286	240286	SEN
3201	23	.00	.00	.00	.0	.00	DIOP, SEM SAMBA	SEN	080386	090386	FRA
3201	24	.00	.00	.00	.0	.00	HAIBA, MOKHTAR	*	080386	090386	FRA
3201	25	.00	.00	.00	.0	.00	MOHAMED, EL HADJI	MAU	080386	090386	FRA
3201	27	.00	.00	.00	.0	.00	KOUNTA, AL B.	*	100886	060986	USA
3201	28	.00	.00	.00	.0	.00	WANE, M.A.	*	100886	060986	USA
3201	29	.00	.00	.00	.0	.00	DEME, BABALY	*	100886	060986	USA
3201	30	.00	.00	.00	.0	.00	DEYINE, OULD	MAU	140986	270986	USA
3201	31	.00	.00	.00	.0	.00	SOW, YAYA	SEN	140986	270986	USA
3201	32	.00	.00	.00	.0	.00	BA, OUMAR	MLI	220986	021086	USA
3201	33	.00	.00	.00	.0	.00	KOUNTA, A	SEN	211086	241086	MAU
3201	34	.00	.00	.00	.0	.00	CISSE, BABACAR	SEN	211086	241086	MAU
3201	35	.00	.00	.00	.0	.00	YELA DIOP, S	SEN	141186	161186	GFR
3201	36	.00	.00	.00	.0	.00	MOHAMED, SIDI	MAU	141186	161186	GFR
3201	37	.00	.00	.00	.0	.00	OULD HAIBA, M	MAU	141186	161186	GFR
3201	38	.00	.00	.00	.0	.00	OULD HAIBA, M	SEN	131186	161186	TOG
3900		267955.94	.00	.00	.0	.00	COMPONENT TOTAL- FELLOW				
4000							- EQUIPMENT COMPONENT FOR SOURCE OF FUND IP				
4100		34534.29	.00	4000.00	.0	.00					
4200		188589.19	.00	.00	.0	.00					
4900		223123.48	.00	4000.00	.0	.00	COMPONENT TOTAL- EQUIPMENT				
5000							- MISCELLANEOUS COMPONENT FOR SOURCE OF FUND IP				
5100		210266.65	.00	28000.00	.0	.00					
5200		15311.12	.00	11071.00	.0	.00					
5300		85886.85	.00	4800.00	.0	.00					
5900		311464.62	.00	43871.00	.0	.00	COMPONENT TOTAL- MISCELLANEOUS				
		2550815.02	16088.90	176489.00	55.0	.00	SOURCE OF FUND TOTAL- IP				
9900		2550815.02	16088.90	176489.00	55.0	.00	PROJECT TOTAL				

NOTE SUR
LA CELLULE D'EVALUATION ET DE PLANIFICATION
CONTINUE DE L'OMVS
CONTRAT DE FINANCEMENT GTZ/OMVS - MAI 1982
A MARS 1987

Le contrat de financement GTZ/OMVS n° 75.2176.8.06.400/1200, conclu le 12 octobre 1981, prévoyait un volume financier de 3 000 000 de Deutsche Mark. Dans des correspondances ultérieures, il a été convenu qu'un expert allemand devait être intégré dans l'équipe de la CEPC et que, par conséquent, le financement mis à la disposition de la Cellule serait réduit des charges salariales de cet expert pour la durée du Projet, soit quatre ans. Le montant du contrat de financement a donc été ramené à 2 200.000 de Deutsche Mark.

La Cellule existe avec un noyau de personnel depuis janvier 1982. La plus grande partie des experts nationaux ainsi que du personnel administratif a été recrutée en juin/juillet 1982, l'expert allemand a complété l'équipe en novembre 1982. Le poste de l'agronome, prévu depuis le début sur financement allemand, n'a pu être occupé qu'à partir de février 1984.

L'interprétation la plus favorable pour le Projet, en ce qui concerne le démarrage effectif des activités de la Cellule, a amené le côté allemand à la date du 1er novembre 1982, de manière à ce que les quatre années convenues s'étendent jusqu'au 31 octobre 1986, mais en définitive ceci s'est prolongé jusqu'au 31 mars 1987.

Pour couvrir l'année 1986, et le 1er trimestre de 1987 le financement de la Cellule a été complété du montant de 400 000 Deutsche Mark, de manière à porter la subvention totale à 2 600 000 Deutsche Mark, mis à part le financement de l'expert expatrié.

La situation du personnel financé par la GTZ se composait comme suit :

1. Conseiller technique expatrié (1)
2. Experts nationaux (5)
 - Expert Agronome
 - Expert Socio-Géographe
 - Expert Socio-Economiste
 - Expert Informaticien
 - Expert Génie Rural
3. Consultant en télédétection (1)
4. Personnel administratif (6)
 - 1 Comptable
 - 1 Secrétaire
 - 1 Chauffeur
 - 1 Planton
 - 1 Nettoyeuse
 - 1 Gardien
5. Contrôleurs d'enquêtes (2)
6. Enquêteurs (2)

Les dépenses effectuées depuis le début du financement allemand (GTZ) de 1982 à 1987 (Mars) ventilées entre "Personnel" et "Matériel selon la comptabilité présentée à la GTZ.

Il apparaît que les dépenses relatives au "Personnel" dominent largement, ainsi, elles constituaient :

- en 1982, 62,8%
- en 1983, 86,2%
- en 1984, 69,5%
- en 1985, (71,7%
- en 1986, 80 %

des dépenses globales.